

Interview de Volodia



ancien membre de la Gauche Prolétarienne,
un mouvement maoïste des années 70

Les Renseignements Généraux
Interviews grenobloises
#8

Retranscription de l'interview de Volodia Shahshahani, ancien membre de la Gauche Prolétarienne, à Grenoble

* * *

novembre 2008 – mars 2009 - *Les Renseignements Généreux*

* * *

Avertissement : le début de l'interview, qui décrit les premières années militantes de Volodia Shahshahani, de 1960 à 1967, de Paris à Grenoble, est parfois un peu ardu pour qui méconnaît les différentes organisations maoïstes de l'époque (Mouvement Communiste Français Marxiste-Léniniste (MCFML), Union des Jeunes Communistes Marxist-Léninistes (UJC-ml), Comité Vietnam de Base (CVB)...). Certains passages nécessiteront sans doute une seconde lecture, pour vous familiariser avec les différents sigles utilisés. Vous trouverez ci-dessous un petit glossaire pour vous aider.

GLOSSAIRE

CMLF = Centre Marxiste-Léniniste de France

CVB = Comité Vietnam de Base

JCR = Jeunes Communistes Révolutionnaires

MCFML = Mouvement Communiste Français Marxiste-Léniniste

NRP = Nouvelle Résistance Palestinienne, liée à la GP

PCMLF = Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France

UEC = Union des étudiants communistes

UJC-ml = Union des Jeunes Communistes Marxist-Léninistes

UNEF = Union nationale des étudiants de France

VLR = Vive La Révolution

PREMIÈRE PARTIE : MILITER DANS LES ANNÉES 60

Peux-tu te présenter en quelques mots ?

Je suis né à New York en 1945, et suis arrivé en France à l'âge de six ans. J'ai commencé mes études à Paris et les ai terminées à Grenoble, où je réside depuis l'automne 1967. Actuellement, j'écris et j'édite des guides de ski de randonnée. Mon activité militante se situe entre 1960 et 1972.

Quand as-tu commencé à militer ?

Le 27 octobre 1960, pendant la guerre d'Algérie. J'étais lycéen. C'était une manifestation pour l'insoumission, c'est à dire le refus de combattre en Algérie. Elle était organisée par l'UNEF¹, qui à l'époque était dirigée par des chrétiens de gauche. Leurs positions étaient plus radicales que celles du Parti Communiste, dont l'unique mot d'ordre était « Paix en Algérie ». Cette manifestation de l'UNEF a eu un rôle important dans la genèse de nombreux groupes gauchistes, maoïstes, trotskistes ou sans étiquette.

Tu es devenu militant de l'UNEF ?

Non, ni de l'UNEF ni de l'UEC². Juste après la manif du 27 octobre 1960, nous avons créé une cellule des Jeunesses Communistes³ au Lycée Buffon. L'extrême droite était forte aussi, mais nous avons pris le dessus. Ça cognait souvent à la sortie du bahut. Je me suis aussi inscrit au Parti Communiste. Le PC était puissant à l'époque, il recueillait environ 20% des suffrages aux élections. A partir de 1962, le schisme sino-soviétique a éclaté au grand jour. J'étais favorable aux thèses du PC Chinois, tout comme mon père qui décédera l'année suivante à l'âge de 44 ans. J'ai alors écrit à Radio Pékin. Ils ont commencé à m'envoyer *Pékin-Information* et des brochures de propagande en français. Je les distribuais autour de moi, y compris dans ma cellule, ce qui m'a valu d'être exclu du PCF.

Qu'as-tu fait après cette exclusion ?

J'ai été exclu au moment où je partais faire ma terminale à Briançon, en 1963. Là-bas, j'étais lycéen pensionnaire, et je recevais toujours *Pékin-information*. Je le distribuais au sein de la cellule du PC de Briançon.

Tu étais pourtant exclu du PC ?

En arrivant je leur ai signalé ma situation, car ma demande de transfert était arrivée mais pas encore celle de mon exclusion : je ne voulais pas les mettre dans l'embarras. Mais j'ai été très bien accueilli, ils n'avaient que faire de mon exclusion décidée à Paris.

Pékin-information intéressait ?

Oui, bien sûr. J'en donnais aux autres pensionnaires, aux externes, à des profs.

-
- 1 L'Union nationale des étudiants de France (UNEF) est une organisation étudiante fondée en 1907, présente dans la majorité des universités de France.
 - 2 L'Union des étudiants communistes (UEC) est l'organisation politique étudiante du Parti Communiste Français, fondée pour la première fois en 1939, dissoute après la guerre, puis recréée en 1956.
 - 3 Fondé en 1920, le Mouvement Jeunes communistes de France (MJCF), communément appelé JC (initiales de Jeunesse communiste, son premier nom), est l'organisation politique de jeunesse du Parti communiste français.

Qu'est-ce qui te plaisait dans *Pékin-Information* ?

Pas tout, il y avait, comme dans tout organe de parti, de la langue de bois, mais celle-là apportait un peu de pluralisme : des tas d'informations, notamment sur les mouvements de libération des 3 A (Afrique, Asie, Amérique latine) qu'on ne trouvait ni dans les médias occidentaux, ni dans la littérature pro-soviétique. J'ai surtout retenu alors une brochure tirée à part et qui fut un document fondateur pour moi : la *Lettre en 25 points* du Comité Central du Parti Communiste Chinois. Elle a été écrite en juillet 1963, après les conflits soviéto-américain (la crise des fusées à Cuba) et sino-indien sur la frontière himalayenne. La Lettre dénonce la stratégie de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme comme une trahison. D'où l'étiquette « révisionnistes » (révisos en abrégé) que nous accolions au PCF, alors que d'autres les traitaient de stalinien, ce qu'ils n'étaient plus à nos yeux ! Nous partagions le point central des « 25 points », à savoir que les 3 A, et non les « métropoles impérialistes », constituaient la « zone des tempêtes révolutionnaires », pour reprendre un langage d'époque. Un peu plus tard, à partir de 1966, la Révolution Culturelle entrera d'une certaine façon en résonance avec *Les Héritiers* de Bourdieu et Passeron⁴, un livre culte pour ceux des étudiants qui, après la guerre d'Algérie, refusaient la voie syndicale classique et se donnaient pour cible le « savoir bourgeois ».

Tu y croyais ?

Oui, et pour certaines choses je n'ai pas changé d'avis. Les 25 points eux-mêmes sont un prolongement de *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine, de sa dénonciation de la trahison de la social-démocratie et de l'achat des classes ouvrières européennes par la bourgeoisie, grâce à l'exploitation coloniale.

Qu'est-ce qui explique, si jeune, ton attirance pour le militantisme, et ton opposition avec le PC ?

Je ne suis pas le mieux placé pour répondre. Essayons quand même. Je pense que j'ai toujours eu un comportement de « révolté », mais pas systématique. Sauf exceptions (prof nul ou "reac"), j'étais plutôt pour la discipline en classe, je n'ai jamais pu voler quoi que ce soit, pas pu frapper quelqu'un en premier, casser pour casser, etc. Alors peut-être la révolte collective me convenait mieux. On dira plus tard à la Gauche Prolétarienne : « légaliste pour les petites choses, illégaliste pour les grandes ».

Tes parents étaient militants ?

La culture familiale a certainement contribué à ce militantisme, même si mes parents souhaitaient que je me consacre en priorité aux études. Ma mère, une Française juive, dont les parents ont été déportés, a échappé aux rafles en passant par l'Espagne et le Portugal. A New-York, Sylvie Reinach rencontre donc Reza Shahshahani, un iranien qui avait eu une éducation très stricte, y compris sur le plan religieux (chiïte). Mais à 15 ans, il était devenu marxiste. Nous sommes en 1943, à New York, et ils ont 24-25 ans. Sylvie elle-même, revenue en France, sera un temps membre du Parti Communiste, ce qui ne sera pas toujours facile dans son boulot - elle était journaliste à l'AFP. Elle a été assez tôt anti-stalinienne. Reza était fonctionnaire international aux Nations-Unies, à New York. Mais il critiquait la politique du Shah d'Iran. Un jour, dans une interview, il a pris le parti de l'URSS dans un conflit qui l'opposait à l'Iran, en Azerbaïdjan. Cet interview a été publiée dans la *Pravda*⁵.

4 *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, éditions de Minuit, 1964.

5 *La Pravda*, qui signifie "vérité" en russe, était la publication officielle du PC soviétique.

Quelles ont été les conséquences ?

Mon père s'est d'abord vu retirer la mission qui lui avait été confiée en Palestine, puis il a été démis de ses fonctions par le secrétaire général de l'ONU et enfin il a été expulsé des États-Unis. C'était en 1950, j'avais 5 ans, avec ma mère on l'a accompagné au bateau pour l'Europe. A Paris, mon père a fait connaissance avec sa belle-famille. Mes grands-parents maternels revenaient vivants du camp de concentration de Bergen-Belsen. Mon grand-père, Julien Reinach, était membre du Conseil d'État. Mais cela n'a pas suffi : le gouvernement français, qui à l'époque était sous la tutelle des États-Unis - comme à nouveau aujourd'hui, la parenthèse gaulliste étant refermée - n'autorise pas mon père à séjourner. Il se réfugie dans des pays de l'Est, Tchécoslovaquie et Allemagne de l'Est notamment. Avec ma mère et mon jeune frère Nicolas, nous avons quitté les États-Unis pour la France, à Paris.

Pendant ton enfance, tu étais donc habitué aux discussions politiques ?

Bien sûr. Très jeune, j'ai été baigné dans l'histoire des crimes coloniaux, de la shoah, de la résistance, du nazisme, du communisme, etc. Quand mon père a été enfin autorisé à nous rejoindre à Paris, en 1954, certains soirs on avait l'impression d'avoir le mouvement communiste international à la maison pour dîner : défilaient des types, réfugiés ou non, clandestins ou non, d'Afrique, d'Inde, de Grèce, d'Iran, d'Amérique latine et beaucoup d'États-Uniens.

Tu étais bon élève ?

Très variable. CP, OK compte tenu du fait que je ne connaissais pas un mot de Français en arrivant. CE1, KO ; CE2, OK ; CM1, KO ; CM2 OK. 6^o et 5^o, très bon, 4^o-3^o, bof, 2^o-1^o cata. Quant à la terminale, que je n'ai pas faite à Paris mais à Briançon, j'ai été viré du Lycée à Pâques. J'ai ainsi pu éviter les cours de philo soporifiques d'une prof « spiritualiste » et étudier sérieusement. J'ai été recueilli par Germaine et Wladimir Rabinowitch, un écrivain qui était aussi juge à Briançon. Leur maison dominait la ville, le Lycée à nos pieds. Le week-end, ils m'emmenaient faire du ski de rando dans la Clarée et parfois dans les Ecrins. J'ai eu ma petite vengeance sur l'administration du Lycée en décrochant la meilleure note de philo en France, 19 sur 20. Avec la même note en histoire, j'ai eu la mention très bien. Rabi m'a dit alors : « il vous faut maintenant faire une ascèse politique de cinq ans et entrer dans une khâgne ». Du point de vue intellectuel, il avait sûrement raison - mon père, décédé un an plus tôt, n'aurait pas dit autre chose - mais je n'ai pas suivi le conseil de cet homme avec qui une relation filiale se nouait peut-être. La politique était ma préoccupation numéro 1 et il me fallait donc choisir des études moins contraignantes.

Après avoir passé le bac à Briançon, qu'as-tu fait ?

Je suis retourné à Paris en 1964, et comme je n'arrivais pas à choisir entre Philo et Histoire, ma mention au bac fut le prétexte pour entrer - sans examen et sans réflexion - à Sciences-Po. Je n'y ai fait que la première année, ça ne me plaisait pas. Je me suis ensuite inscrit à la Sorbonne, en Histoire. Sur le plan politique je me sentais un peu isolé. J'ai alors écrit à La Voix du Peuple, journal du Parti Communiste de Belgique (marxiste-léniniste) qui était le PC pro-chinois le plus influent d'Europe occidentale. Ils m'ont donné l'adresse d'un groupuscule parisien, le Centre Marxiste-Léniniste de France. J'y suis rentré.

Que faisais-tu, dans cette organisation ?

Je n'y suis pas resté très longtemps. Je me souviens d'une rencontre internationale en Albanie en 1965, avec des militants du monde entier, ça redonnait la pêche. L'Albanie était à l'époque le centre pro-chinois d'Europe. En 1965, j'ai cependant quitté le CMLF.

Pourquoi ?

A cause des élections présidentielles. Mitterrand et De Gaulle s'affrontaient au second tour. Pour toute l'extrême gauche, il était hors de question d'appeler à voter pour l'atlantiste Mitterrand⁶ : on barbouillait ses affiches avec un dollar. Pour autant, fallait-il appeler à voter De Gaulle ? Au CMLF, la réponse était oui. De Gaulle leur apparaissait comme un moyen de lutter contre l'impérialisme américain. Je m'y suis opposé, convaincu notamment par un marxiste-léniniste camerounais : voter pour l'impérialisme français, ça va pas la tête ?

Et ensuite ?

J'ai rejoint un autre groupe, la Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes, dont le siège était à Marseille. Peu de temps après, cette organisation a été rebaptisée Mouvement Communiste Français Marxiste-Léniniste (MCFML).

Que de dénominations... Et que fais-tu au MCFML ?

Assez rapidement, je deviens l'un des responsables de la région parisienne. Ce groupe était plutôt à majorité étudiante ou prof, alors que dans les autres villes, le MCFML était plutôt constitué d'ouvriers et d'employés. Il s'agissait souvent d'anciens de la Résistance, des dissidents du PC.

Combien de militants le MCFML regroupait-il ?

Environ 200 à Paris, autant à Marseille. Au total, avec toutes les villes, cela devait faire un petit millier d'adhérents.

Et tu étais responsable du groupe parisien ?

Non, j'étais le bras droit du responsable, Jean-Louis, qui a été en quelque sorte mon formateur politique de 1965 à 1967. En 1966, il m'a proposé de devenir permanent du journal *l'Humanité Nouvelle*. C'était, je crois, le premier hebdo gauchiste, pas exagérément centré sur Paris ni sur l'Université. Il me semble me rappeler que les ventes n'étaient pas ridicules, peut être plus de 5000 par semaine. Seule la direction exécutive, à Marseille, connaissait le détail du financement, mais je ne serais pas surpris qu'il y ait eu une aide de l'ambassade de Chine. Ce poste salarié me permettait d'être très disponible pour l'organisation et de mettre les études de côté. J'avais 21 ans.

En quoi consistait ta militance ?

M'assurer que le journal sorte à l'heure, c'est pour ça qu'officiellement j'étais payé par la direction marseillaise. Mais Jean-Louis, qui m'avait obtenu ce poste, exigeait que j'utilise aussi mon temps pour le travail d'organisation : aider des contacts isolés à monter des cellules dans leur quartier, ville ou lieu de travail, planifier des distributions de tracts et des collages d'affiches, tisser des liens avec des organisations ML étrangères. Je me suis assez rapidement spécialisé dans les questions du service d'ordre pour les manifs ou la protection des équipes de diffuseurs.

6 Sur le passé de droite de François Mitterrand, lire *La main droite de Dieu*, Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Perez, Seuil, 1994.

Comment ça ?

Notre organisation avait fort à faire avec le PC, plus encore qu'avec la police. Quand on diffusait des tracts ou quand on vendait nos journaux, on se faisait régulièrement attaquer par des militants du PC. C'était violent. Il fallait aussi finir de prendre le contrôle du Quartier Latin qui avait été aux mains de l'extrême droite jusque vers 1962. Là, tous les groupes, dont le mien, mettaient leurs forces au service de Pierre Goldman, chef reconnu du service d'ordre pour toute l'extrême gauche.

Vous aviez des armes à feu ?

Non.

Comment intégrait-on le MCFML ?

Les nouveaux étaient un peu cuisinés : on essayait de comprendre leurs motivations, leur parcours. On se méfiait des taupes. Pour notre sécurité, on cloisonnait l'information.

Quelles étaient vos principales revendications à l'époque ?

La victoire du peuple vietnamien sur l'impérialisme américain. Cette guerre commençait à devenir l'une des principales préoccupations de la jeunesse militante. Cette mobilisation faisait suite, après quelques années, à celle contre la guerre d'Algérie.

La population était-elle réceptive à vos tracts ?

Contrairement aux syndicats ou aux gros partis comme le PC, notre groupuscule n'était pas en connexion régulière avec "les masses". Le plus souvent, on ressemblait à une secte. Mais, à certaines occasions, on avait l'impression d'être entendu, notamment dans les manifestations pour le Vietnam.

Quels étaient les autres organisations politiques maoïstes ?

L'UJC-ml, l'Union des Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes, issue d'une scission avec le PC, en 1966. C'était la deuxième vague d'exclusion massive de l'UEC après la vague Krivine (JCR), environ 400 militants dans chaque cas laissant l'organisation étudiante du PC exsangue. Nous (MCFML) qui étions à l'extérieur du mouvement étudiant (sinon pour des coups au Quartier Latin pour reprendre le pavé à l'extrême droite) regrettons les conditions de leur sortie, sur des bases de lutte théorique (ils étaient proches du philosophe Louis Althusser) alors que la JCR s'était fondée sur un terrain politique (refus du vote Mitterrand), récupérant sans doute des militants de meilleure qualité. Mais, une fois hors du PC, l'UJC-ml est devenue une organisation efficace, grâce au talent de certains dirigeants, notamment Robert Linhart. En 1967, l'UJC-ml avait lancé les Comité Vietnam de Base (CVB). Ils étaient capables de mobiliser plusieurs milliers de personnes, équipées de casques et de gourdins, pour des manifestations surprises, et dans certains cas disperser les forces de police.

Une organisation musclée !

Oui, la dimension « militaire » était importante : des manifestations déterminées étaient aussi une façon de se démarquer des manifs traîne-savates du Mouvement de la Paix et autres satellites du PCF, facilement dispersées à coups de matraque et de pèlerines - quand il s'agissait d'Algériens, la police s'y prenait autrement, voir le carnage du 17 octobre 1961. Ce genre de manif rappelait aux anciens communistes les manifs combatives de jadis comme celle contre Ridgeway-la-Peste pendant la guerre de Corée, qui avait d'ailleurs valu à Jacques Duclos, numéro 2 du PC, d'être interné.

Quels étaient vos liens avec l'UJC-ml ?

On collaborait ponctuellement. Quand l'une des organisations faisait un meeting, l'autre mettait son service d'ordre à sa disposition pour contrer les attaques presque systématiques du PCF. On faisait aussi des manif ensemble. Je me souviens notamment d'une action spectaculaire contre la venue du vice-président des Etats-Unis, Humphrey, à Paris. On avait annoncé par tract un appel à manifester, mais sans donner publiquement de lieu de rendez-vous. La ou plutôt les manifestations ont duré toute l'après-midi, dans divers coins de la capitale, dont une mise à sac du siège de l'American Express. Des inorganisés se joignaient au passage, puis intégraient un groupe et le suivaient jusqu'au rendez-vous suivant, secret lui aussi. Alors que nous n'étions que 500 au départ, le *Herald Tribune* a fait sa une là-dessus, « Des émeutes marquent la visite d'Humphrey à Paris ».

Il y avait beaucoup de femmes au MCFML ?

Sûrement pas moins de 35%. C'est une proportion qu'on devait trouver dans la plupart des groupes marxistes, avant comme après 1968. En Europe, le féminisme est d'abord un acquis du bolchévisme, donc autant dire du stalinisme. Au niveau de l'émancipation des femmes, sur le plan éducatif et professionnel comme au niveau des mœurs, les pays de l'est étaient déjà en avance sur les pays protestants de l'ouest, et je ne parle pas des pays latins catholiques, genre France, Italie, Espagne... Pour un ado mâle, à cette époque, le salut se trouvait en Allemagne de l'est ou de l'ouest, en Suède ou au Danemark... Bien sûr, l'émancipation des femmes dans les pays de l'est n'était pas totale - elle ne l'est toujours nulle part - avec la deuxième journée de travail à faire en rentrant à la maison. Et une sous-représentation au niveau dirigeant.

Le MCFML était une organisation structurée, hiérarchisée ?

Oui, le MCFML obéissait au principe du « centralisme démocratique », c'est-à-dire que les décisions des congrès, dont les délégués étaient élus, devaient être appliquées. On avait cependant une grande indépendance dans les groupes. Au final, chaque ville faisait un peu comme elle voulait. Entre Paris et Marseille, le centre historique, il y avait souvent de l'eau dans le gaz.

Pourtant, tu as fini par quitter le MCFML ?

Oui, lorsque le MCFML a voulu s'autoproclamer Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF). J'ai trouvé prématuré de s'intituler « parti », nous n'avions pas vraiment une « ligne de masse » et il y avait d'autres groupes à fédérer. Je crois que les Chinois avaient envie de voir des groupes, même faibles, allonger la liste des « Partis Marxistes-Léninistes » qui dans certains pays étaient aussi puissants, parfois plus, que les partis pro-soviétiques. J'ai démissionné de mon poste à l'*Humanité Nouvelle*. Mais je n'ai pas rejoint l'UJC-ml, je ne voulais pas changer de crémier comme ça, d'un coup. C'était l'été 1967. J'ai eu envie de changer de ville, de repartir de zéro. Après avoir marché toute la nuit dans Paris avec Jean-Louis, j'ai décidé de partir pour Grenoble. Jean-Louis approuvait cette démarche. Avant de rentrer chez moi me coucher, je suis passé à Censier et j'ai demandé le transfert de mon dossier universitaire.

SECONDE PARTIE : MAI 68 À GRENOBLE

Pourquoi Grenoble ?

La montagne m'attirait, sans doute. Bien que Parisien ma mère nous avait appris à skier très jeunes et j'avais aussi commencé l'escalade et l'alpinisme. Par hasard, j'ai retrouvé récemment une étude sur mon arrière grand-père maternel, Théodore Reinach. En qualité de député de la Savoie, il avait apostrophé le gouvernement pour que l'on équipe les services publics avec des skis : c'était en 1911 et on découvrait seulement ces engins en France. Mon propre père découvrant à son retour en France que ma mère nous avait mis sur les skis, se rappela que quand il était gosse à Téhéran, il s'amusait aussi avec des copains à glisser sur la neige avec des planches recourbées... Mais bon, s'il devait y avoir une cause atavique à ce choix de Grenoble, ce n'était en tout cas pas conscient.

Avais-tu des contacts dans cette ville ?

Aucun au départ. Mais un couple d'anciens militants du MCFML⁷ de Paris, Pierre et Claire Blanchet, ont décidé de me suivre. On était donc trois à débarquer sur Grenoble. Les trotskystes du groupe de Pierre Broué ont toujours cru que nous étions envoyés par la direction de l'UJC-ml⁸ : malgré nos démentis ils ne nous ont jamais cru...

Et qu'as-tu fait à votre arrivée ?

La première visite c'était pour la Toussaint 1967 : avec Pierre nous devions chercher un logement et du boulot... Mais on a commencé par aller claquer notre fric à Val d'Isère. Lors d'un deuxième voyage auquel Claire s'est jointe, nous faisons le plein en matière d'intendance : places de pion et prof pour chacun et logements. Puis nous avons pris contact avec des gens de la mouvance « ML⁹ ». Je me souviens d'une réunion avec des anciens du MCFML de Grenoble dont Pierre Boisgontier et des militants de l'UJC-ml. À ce moment-là, les stratèges parisiens de l'UJC-ml préconisaient l'établissement en usine.

S'établir ?

Oui, c'est-à-dire quitter l'Université et devenir ouvrier¹⁰.

Pourquoi ?

Si l'on résume le langage de l'UJC-ml, très emprunté à celui de la Révolution Culturelle Chinoise, on pourrait dire : enquêter, connaître les lieux où sévit l'exploitation, abandonner toute ambition de carrière, pratiquer l'analyse concrète sur le terrain. Et organiser des luttes avec les ouvriers les plus conscients, en radicalisant la CGT.

Pourquoi n'as-tu pas rejoint cette dynamique ?

Je ne la condamnais pas mais la trouvais trop exclusive. Il ne fallait pas désertir le milieu universitaire et la jeunesse qui fourniraient pour longtemps le gros des troupes. J'ai alors préféré participer à la création d'un Comité Vietnam de Base¹¹ à Grenoble.

7 MCFML = Mouvement Communiste Français Marxiste-Léniniste

8 UJC-ml = Union des Jeunes Communistes Marxist-Léninistes

9 ML = Marxiste-Léniniste, c'est-à-dire maoïste à l'époque.

10 Sur l'établissement, lire *L'établi*, Robert Linhart, Editions de Minuit, 1981.

11 Organisation créée par l'UJC-ml, visant à lutter, entre autres, contre la guerre au Vietnam.

Combien d'étudiants comptait le campus de Grenoble ?

Je ne sais plus mais sans doute pas moins de 15000-20000.

Et que faisait le Comité Vietnam de Base ?

On vendait le *Courrier du Vietnam* devant les restaurants universitaires et les marchés, devant quelques usines aussi. On tractait, on affichait, on projetait des films. Il y avait quelquefois des bousculades avec l'extrême droite et des Sud-Vietnamiens.

Sentiez-vous mai 68 arriver ?

Non, on ne l'a pas senti venir. Seul Robert Linhart¹², fin 1967, avait, je crois, pronostiqué l'émergence d'un grand conflit ouvrier. Ceci peut expliquer en partie son dérapage lors de la nuit des barricades, qu'il a considérée comme une volonté de la petite bourgeoisie de tenir le haut du pavé.

Comment s'est passé mai 68 à Grenoble ?

Par mimétisme avec Paris. Après la manifestation parisienne du vendredi 3 mai, l'UNEF de Grenoble s'est réunie le samedi. Une coalition s'est formée entre le PSU¹³, les trotskystes de la FER¹⁴, la « Gauche Syndicale », des dissidents ML encore membres de l'UEC, notamment René-Pierre Boullu. Ce dernier, qui menait la lutte interne (façon UJC-ml) au sein du PC et de l'UEC avait constitué une majorité au sein de l'AG Unef comprenant des membres de l'UEC bien sûr et aussi, en nombre important, des militants de cette « gauche syndicale », menée notamment à Grenoble par Eric Henry¹⁵. Bref, au cours de cette réunion, à laquelle Pierre Blanchet et moi-même avons été conviés au nom du « Comité Vietnam » mais sans droit de vote, les membres de l'UEC fidèles au PCF sont éjectés et la coalition (qui comprenait aussi le PSU et sera un peu plus tard amputée des trotskystes) a pris le contrôle de l'AG et notamment de ses moyens matériels. Nous avons convoqué une manifestation pour le 6 mai. Nous étions 1500 environ, ce qui était honorable. Nous avons cherché à atteindre la place de Verdun mais la Préfecture était bien gardée. La police nous a repoussés à l'aide de lacrymos, on a mis quelques bagnoles en travers de la route, et puis la manif s'est dispersée.

Et les jours suivants ?

Les facs se sont mises progressivement en grève. La manifestation suivante, le 9 mai je crois, nous étions sans doute plus de 10 000, mais les slogans se sont dégradés du genre « les cocos au balcon ! ». On se demandait comment donner du sens à ce monôme¹⁶ géant qui nous échappait. Il fallait aussi comprendre ce qui se passait à Paris. Un jour, un des responsables de la FER me dit que nos deux groupes à Paris n'ont pas pris part à la nuit des

12 Un des leaders de l'UJC-ml, auteur notamment du livre *L'établi*.

13 Le Parti Socialiste Unifié (PSU), fondé en 1960 et dissous en 1989, était composé majoritairement de socialistes anti-colonialistes, qu'ils soient « révolutionnaires » ou « réformistes », partisans de l'Union de la gauche. Il rassemblait environ 20 000 militants.

14 Note de l'auteur : Plus tard AJS, affiliée au groupe de Broué ; aujourd'hui c'est la tendance POI.

15 Note de l'auteur : Ce groupe était dans la même mouvance que la direction de la FGEL de la Sorbonne (fédération des groupes d'études de Lettres). Cette tendance, qui ne s'est jamais définie de façon idéologique (trotskysme, maoïsme) a été et sera une composante très importante du courant gauchiste. Anti-colonialistes pendant la guerre d'Algérie, elle sera à l'initiative du journal *Action* puis des Comités d'Action et à Grenoble du MAU (Mouvement d'Action Universitaire).

16 Dans les années 60, le monôme était une sorte de fête lycéenne dans les rues après les dernières épreuves du Bac.

barricades du 9-10 mai. Un tract de l'UJC-ml les dénonçait en effet. Nous pensions qu'il s'agissait d'un faux. Alors, juste après la grande manif ouvriers-étudiants du 13 mai, je suis allé à Paris. J'arrive à Ulm¹⁷ où je rencontre Jean-Pierre Olivier de Sardan, un gars de l'UJC-ml avec qui je m'étais toujours bien entendu quand j'étais à Paris (nous avions entre autres coordonné ensemble la manif contre Humphrey). Il me confirme que ce n'est pas un faux, que c'est Robert Linhart qui l'a écrit. Robert est parti en dépression - ce qu'explique dans un livre récent sa fille Virginie : *Le Jour Où Mon Père S'est Tu*, éditions Seuil, 2008.

En 68, tu agissais toujours en tant que membre du Comité Vietnam de base ?

Oui, mais en plus des CVB s'est mis en place le Mouvement de Soutien aux Luttes du Peuple (MSLP), une autre organisation créée par l'UJC-ml. En mai-juin 68 à Grenoble, l'école d'Archi est devenue le centre d'organisation et de rencontres, chaque groupe y tenait sa boutique. On recevait par exemple des ouvriers de petites entreprises qui nous demandaient de les aider à monter une section syndicale. On a beau ne pas avoir l'« esprit syndicaliste », c'est tout de même un sacré progrès quand tu débarques dans une bonneterie où des gamines de 14-15 ans triment pour trois fois rien et que la « peur change de camp ». Mais au bout d'un moment, j'en ai eu marre. Je suis parti l'été 1968 en Allemagne, rejoindre une copine.

Et à ton retour, qu'as-tu fait ?

À la rentrée 1968, je suis revenu à Grenoble. J'ai participé à une réunion rassemblant des militants de l'ex UJC-ml. Nous étions une trentaine. C'était une sorte de grand mea culpa. La plupart des militants avaient le sentiment d'être passés à côté du mouvement de mai 1968, d'avoir fauté en ne créant pas « Le Parti » . Tout le monde avait le petit livre rouge¹⁸ entre les mains, on aurait cru une messe et ça chialait dans tous les coins. J'étais éberlué. Je suis aussitôt monté à Paris voir ce qui se passait. Je vais à l'ENS rue d'Ulm et tombe à nouveau sur Jean-Pierre Olivier de Sardan qui me dit que c'est la même chose partout et me conduit dans la piaule de Benny Lévy : je partage son analyse de la situation et il me propose de participer à un nouveau groupe qui s'appellera Gauche Prolétarienne. Avec mon « adhésion » et celle que je lui annonce comme probable d'une dizaine de Grenoblois, Benny soupire : « Bon ça doit faire quatre vingt maintenant » (sur un effectif qu'on pouvait estimer début 68 à 5000 militants au sein de l'UJC-ml et des CVB). Nous avons créé un petit noyau de la GP à Grenoble.

Et que faisait le Gauche Prolétarienne à Grenoble ?

Au début nous vendions *La Cause du Peuple* sur le Campus, devant les usines, sur les marchés et à la sortie des cinémas : les ventes cartonnaient particulièrement à la sortie de films de révolte du genre *If...*¹⁹. Je n'ai jamais apprécié la prose infantilisante de *La Cause du Peuple*, mais je la diffusais néanmoins, car en tant que « marque » c'était efficace. Mais pour l'essentiel, entre octobre 68 et octobre 69, nous nous fondions dans les comités d'action qui réunissaient des tas de courants de gauche, extrême ou non. C'est à partir de l'automne 69 que nous apparaîtrons plus distinctement comme GP et serons désignés par nos adversaires comme "Mao-spontex"...

17 Surnom de l'École normale supérieure, située rue d'Ulm à Paris.

18 Intitulé "Citations du Président Mao Zedong", le petit livre rouge a été publié par le gouvernement de la République populaire de Chine à partir de 1966. C'est un recueil de citations extraites d'anciens discours et écrits de Mao. Il a été tiré à plus d'un milliard d'exemplaires.

19 *If...* est un film britannique sorti en 1968, dans lequel des élèves d'une "public school" britannique se rebellent contre l'autorité.

Les Mao-spontex ?

Oui, comme spontanéistes. C'est une critique ancienne dans le mouvement communiste. On nous reprochait notre opportunisme en même temps qu'un activisme désordonné. Par exemple, nos efforts en direction de la jeunesse des quartiers, des artisans et commerçants indépendants. Et puis nous n'avions pas de charte, pas de formulaire d'adhésion. Dans cette période, nous nous sommes souvent associés à des groupes anarchistes.

Vous étiez efficaces ?

C'est venu progressivement. D'abord dans le Nord de la France, décrétée « région n° 1 » par Benny Lévy, il y eut une petite pénétration des maos en milieu ouvrier, surtout chez les mineurs et auprès d'anciens résistants ayant appartenu au PCF. Mais à la suite de certaines actions de sabotage, la répression s'est abattue et la plupart des militants se sont retrouvés en tôle et les autres dispersés. Il fallait reconstruire cette région. C'est ainsi qu'un an plus tard (automne 70), je suis appelé à Paris avec d'autres provinciaux pour organiser les manifestations lors du procès d'Alain Geismar, accusé de « reconstitution de ligue dissoute », la Gauche Prolétarienne. Après les manifs, Benny Lévy me demande d'aller rejoindre Serge July dans le Nord : j'avais dit à ma compagne que je partais pour une semaine, en fait, je serai absent de Grenoble près de deux mois.

Et quelle est ta mission ?

L'objectif est de reconstruire une unité militante dans la région Nord à travers la préparation d'un « Tribunal Populaire » présidé par Jean-Paul Sartre. Ce tribunal, qui fera le procès du travail dans les Mines, se réunira le jour du procès des maos accusés d'avoir incendié le bureau des Houillères d'Hénin-Liétard, à la suite de la mort de plusieurs mineurs victimes d'un coup de grisou. Ce fut un succès sur toute la ligne, les militants furent libérés à l'issue de l'audience et la région était reconstruite sur le plan militant. À cette occasion, je me suis très bien entendu avec Serge July, ce qui ne sera pas le cas plus tard, tant sur la fin de la GP qu'ultérieurement à *Libération*, mais c'est une autre histoire...

Et en dehors de cette « région numéro 1 » ?

Dans chaque région, c'était différent. Mais en général, l'idée c'était de réaliser une unité populaire autour d'un thème. Le tout finissait par remplir assez copieusement la nouvelle rubrique « agitation » du journal *Le Monde*.

Qu'avez-vous fait à Grenoble ?

À l'automne 69, il est décidé de ne plus se cantonner dans les comités d'action et nous lançons une première initiative pour la liberté d'expression. À l'époque, chaque fois que des militants d'extrême gauche diffusaient un journal ou des tracts place Grenette, ils se font disperser ou embarquer par la police, malgré les protestations des badauds. Ce n'est pas tolérable. On monte donc un « piège à flics », place Grenette. Comme d'habitude, nous sommes quelques-uns à rédiger sur place des affiches, distribuer des tracts, vendre *La Cause du Peuple*. Les policiers arrivent et nous demandent de déguerpir. Nous refusons. Ils appellent quelques renforts et nous agressent. Des copains qui attendaient ce moment leur fondent dessus et les dispersent. De nouveaux renforts arrivent et nous sommes quelques-uns à rester : nous sommes embarqués, nous passerons trois semaines en prison et serons libérés à l'audience avec deux mois de sursis. Je serais ensuite exclu de l'Éducation Nationale alors que l'affaire n'avait rien à voir avec mon travail. Il y eut dans l'Académie une importante campagne de signatures et des collectes de fond en ma faveur.

Que faisiez-vous d'autres ?

Du tractage, du collage, de la diffusion de journaux, et de l'alphabétisation dans les foyers d'immigrés.

Vous aviez un local ?

Pas vraiment. A l'époque, il suffisait de se servir d'une salle à la fac. Notre point central, c'était le restaurant universitaire Diderot. C'était une sorte d'agora géante, tout le monde s'y retrouvait. C'était aussi l'internet de l'époque : il y avait des tonnes d'affiches et de textes en tout genre, sur les luttes de tous les pays. Il y avait des informations qu'on ne trouvait nulle part ailleurs.

Entre membres de la GP, vous étiez amis ?

Oui, on mangeait ensemble, on faisait plein de choses ensemble, on avait quasiment tous le même âge. On était une bande de copains. On allait souvent au cinéma. Le cinéma, c'était très important à l'époque.

Financièrement, comment faisais-tu ?

Après mon exclusion de l'EN, j'ai été engagé comme chercheur à l'IREP. On se débrouillait facilement, il y avait une solidarité économique au sein de la GP. C'était bordélique, mais ça marchait. Beaucoup étaient pions, profs, ou subventionnés par la famille. À cette époque, on trouvait facilement un boulot, l'argent n'était pas une angoisse.

Quels étaient les codes vestimentaires de la GP ?

Pour les mecs, il y eut une période blouson de cuir plus cigarettes Boyard papier maïs. En tout cas, il n'y avait plus de cravate. Je n'en ai plus porté depuis la manif de la pègre gaulliste sur les Champs-Élysées, le 30 mai 1968. Alors qu'auparavant, surtout à Paris, j'avais longtemps été habillé sous l'influence « Old England » de ma grand-mère maternelle : pantalon et chemise de flanelle grise, veste tweed et cravatte écossaise... Pour les filles après 68, c'était la mini-jupe. Je me rappelle un article du Monde (rubrique « agitation ») où le journaliste évoquait les « militantes maoïstes en mini-jupe et barre de fer ». Sur le coup je me suis marré : ça m'a fait penser à la série TV anglaise « chapeau melon et bottes de cuir ». Moins drôle : un jour, je dois accompagner quatre militantes dans un foyer de travailleurs immigrés où elles allaient faire de l'alphabétisation. Quand je les ai vues arriver dans leurs ultra-mini, j'ai eu honte. J'ai eu peur que les immigrés me prennent pour un mac... Ca s'est en fait très bien passé. Ce genre de situation n'a pas été anecdotique en Italie, mais a donné lieu à un vrai débat entre le « Movimento²⁰ » et des groupes plus semblables à la GP tels que Lotta Continua²¹ et Potere Operaio²². Le Movimento donnait des consignes vestimentaires strictes à ses militants qui portaient évangéliser les Pouilles et la Sicile. Nous traitions alors le Movimento de curés rouges. Pourtant, aujourd'hui, on s'aperçoit que ce n'est peut être pas un faux débat : entre le string et la burka, la pornographie capitaliste occidentale et le fondamentalisme musulman...

20 Mouvement Marxiste léniniste italien.

21 Lotta continua était une formation politique née à l'automne 1969 au sein du Mouvement ouvriers-étudiants de Turin, qui avait déclenché les luttes à l'université et chez Fiat.

22 Potere Operaio est un Parti opéráiste italien, fondé en 1969 par Toni Negri et Oreste Scalzone. L'opéraisme est un courant marxiste italien « ouvrieriste » apparu en 1961. Operaio, mot italien, vient du latin et signifie « ouvrier ». Mario Tronti et Toni Negri en furent les principaux théoriciens. L'opéraisme repose sur l'idée que la classe ouvrière est le moteur du développement capitaliste. Le socialisme est considéré comme une nouvelle forme de capitalisme. Les opéráistes prônent le refus du travail, donc de leur identité en tant que travailleurs, et considèrent cette autodestruction comme objectivement nécessaire pour lutter contre le capitalisme et produire le communisme.

Comment étiez-vous organisés ?

Au niveau national, c'est simple, la GP était gouvernée par un roi, Benny Lévy. Pour la forme, il y avait un « Comité Exécutif » constitué par lui, volatile, une simple chambre d'enregistrement. Mais cette monarchie a été assez bien acceptée pendant trois ans. Peu après mon voyage à Paris, à la rentrée 68, où j'avais rencontré Benny Lévy, un parisien (Philippe Barret) vient à Grenoble et nous demande de désigner quelqu'un pour le Comité Exécutif. Avec Pierre Blanchet, nous convenons d'y aller à tour de rôle. En fait, le rôle a bien plu à Pierre, et je l'ai laissé continuer. Je préférais rester indépendant de la direction parisienne, considérer Grenoble comme une « willaya²³ » au sens de la révolution algérienne. Ce qui ne m'empêchait pas d'avoir un contact direct avec Benny Lévy lorsqu'une question de fond se posait : par exemple la question de l'alliance avec les petits commerçants du CIDUNATI²⁴ : j'ai fait un aller-retour éclair à Paris et ai pu constater qu'il approuvait notre démarche en faveur d'une alliance. Comme par ailleurs j'étais souvent appelé dans différentes régions, j'avais un peu boosté Pierre Boisgontier et René-Pierre Boullu pour qu'ils assument un rôle dirigeant. Ainsi, avec le couple Blanchet, l'unité GP de Grenoble était gouvernée par un pentumvirat : ce sera important lors de la scission d'avec Paris, en 1971.

Combien de militants de la GP à Grenoble ?

Ça dépend de l'intensité de l'engagement. Si par militant on entend militant quasi-professionnel, le type que tu réveillés à 2h du matin pour une mission quelconque même à l'autre bout du pays, je dirais environ 70. À ceux-là, on peut encore ajouter une centaine assez disponibles. Il ne faut pas oublier non plus que la GP n'était pas seule à Grenoble, et que nous arrivions très souvent à monter des mobilisations avec des trotskystes (tendance future LCR ou Lutte Ouvrière) d'autres groupes maos comme Vive la Révolution²⁵ (VLR), des anars, des PSU, des syndicalistes, (notamment de la CFDT), des responsables de Maisons de Jeunes etc.

Comment étiez-vous organisés ?

À Grenoble, on fonctionnait par unités de 10 militants couvrant un quartier, avec une usine prioritaire, un foyer de travailleurs immigrés, une maison de jeunes, etc. Il y avait aussi des unités plus ou moins organisées en « région », notamment en Haute-Savoie, à Annecy et Cluses, à Thonon aussi. Et puis les étudiants de la région quand ils rentraient chez eux, ça faisait de l'essaimage, dans la Drôme, l'Ardèche, les Hautes-Alpes... L'organisation n'était pas basée sur le centralisme démocratique. En gros, il y avait cette direction de 5 personnes autoproclamée, mais acceptée. Elle réunissait fréquemment les chefs de détachement (les unités territoriales dont je viens de parler). A côté de cette organisation de base, il y avait des niveaux transversaux selon les compétences des uns et des autres : par exemple le spécialiste de la radio (pour capter les émissions des flics), celui du matos (cocktails molotov etc) ; d'autres gars hors détachements, par exemple celui chargé des relations avec certains syndicats.

23 Pendant la guerre d'indépendance d'Algérie, le FLN et l'ALN adoptent un système d'organisation composé de 6 wilayas, Aurès, Constantine, Kabylie, Alger, Oran, Sahara, développant chacune une certaine autonomie.

24 Fondé en Isère en 1969 par Gérard Nicoud, le CIDUNATI est un syndicat de petits commerçants et d'artisans.

25 Vive la révolution (VLR) est un groupe maoïste créé en juillet 1969, se distinguant par son aspect festif et libertaire. VLR se dote d'un journal homonyme, lequel devient bientôt *Tout !* (surtitré *Tout ce que nous voulons : Tout !*), qui se signale par une maquette très moderne (dans laquelle domine la partie iconographique), un ton très libre et très virulent. Parmi ses militants, il y eut l'architecte Roland Castro et l'écrivain militant de la cause homosexuelle Guy Hocquenghem, auteur de *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao ou Rotary*.

Aviez-vous une réflexion sur les rapports hommes/femmes ?

Il y avait clairement une domination masculine au niveau de la direction de la GP, mais elle n'était pas outrageante pour l'époque. Comme je disais, au niveau des militants, les filles étaient au moins 35%. Quand le MLF²⁶ est arrivé, en 1970, la plupart de nos militantes y sont allées, tout en restant à la GP.

Il y avait des histoires affectives entre vous ?

Bien sûr ! C'était franchement libertin comme époque. Des couples, durables ou non, se sont formés dans l'organisation.

Quels étaient tes qualités et défauts de militant ?

Faudrait interroger les complices. Sans forfanterie, je dirais que j'étais un assez bon « manager », je savais utiliser chacun selon ses capacités, c'est quelque chose que j'ai vérifié par la suite dans d'autres activités. J'aime autant « faire-faire » que faire. Parmi les défauts, je dirais des lacunes théoriques et une certaine inconstance en période de basses-eaux : je laissais les autres faire le boulot de routine et pouvais m'éclipser un certain temps.

Avais-tu des pressions familiales ?

Mon père était déjà mort, mais ma mère, sans partager complètement nos idées (elle aurait eu du mal, mes deux frères étaient trotskystes !), se sentait assez proche tout en se disant réformiste et non révolutionnaire. J'ai su plus tard qu'elle avait donné de l'argent aux avocats militants qui nous défendaient et que plein d'autres parents agissaient de même.

Quels étaient les moments qui te donnaient de la force ?

Tout ce qui dépassait le cadre groupusculaire : quand on sentait que nos actions étaient reprises. Un bel exemple a été la campagne de l'été 70 : « pas de vacances pour les riches ». Le coup d'envoi avait été donné à Paris par le pillage du magasin de luxe Fauchon, dont les vivres avaient été distribués dans les bidonvilles. Le mouvement a ensuite fait tache d'huile dans toute la France et, dans un grand nombre d'actions, les militants n'étaient pas à l'initiative. Je me rappelle en Haute-Savoie que des types avaient passé au chlorate de soude le golf de Chamonix. A Thonon, il y eut une mobilisation populaire – les gens venaient en famille – pour libérer les plages du Léman, que des propriétaires riverains avaient illégalement confisquées.

Quels étaient tes espoirs politiques ?

Jusqu'en 1968, conformément à la lettre en 25 points de Mao, je ne croyais pas à la révolution en Europe. Après 1968, on s'est dit que peut-être il pourrait y avoir une fusion entre nos luttes anti-autoritaires et les luttes de libération nationale dans le reste du monde.

Pourquoi n'as-tu pas rejoint une lutte de libération nationale ?

Je me sentais plus utile en France. Un fusil de plus au Vietcong ou en Amérique Latine, à quoi bon ? Par contre, plus tard, je me suis posé la question pour la Palestine.

26 Le Mouvement de Libération des Femmes est né en 1970. Sa première sortie médiatique a eu lieu le 26 août 1970, quand un groupe d'une dizaine de femmes a déposé sous l'Arc de Triomphe à Paris, une gerbe à la femme du soldat inconnu. Le MLF militait notamment pour le droit à l'avortement, contre les violences faites aux femmes.

TROISIÈME PARTIE : 1970, LES ÉMEUTES DU CAMPUS

Mais revenons à la GP Grenoble. Comment avez-vous continué la lutte ?

Début 1970, on a lancé un mouvement pour que les travailleurs immigrés présents sur le campus aient le tarif étudiant au restaurant Diderot. On se mettait devant le restaurant et on vendait les tickets au tarif étudiant. Le rectorat avait mobilisé des appariteurs pour s'opposer à cette action, et il était soutenu par des membres de la CGT. Il y eut des bagarres spectaculaires, les plateaux volaient en tous sens. Militairement, nous n'avions besoin de personne pour foutre la pâtée aux nerfs du rectorat ou de la CGT. Mais nous avons associé à cette campagne des artisans et commerçants de la gauche du CIDUNATI, ainsi que des jeunes des quartiers. Le but, c'était toujours de réaliser, même à petite échelle, ce que nous appelions l'unité populaire. Il y eut le match retour le jour du procès de Gérard Nicoud. Les commerçants avaient mobilisé en masse. Comme les deux directeurs de *La Cause du Peuple*, Le Bris et Le Dantec, étaient aussi en prison, nous avons bien mobilisé aussi sur le campus avec le mot d'ordre « Libérez Nicoud-Le Bris-Le Dantec ». C'était drôle de voir des étudiants, des jeunes des quartiers et des immigrés prêter main-forte aux commerçants qui démontraient sur le cours Jean-Jaurès ces symboles du fisc honni que sont... les parcmètres.

Tu dis qu'il y avait des jeunes des quartiers de Grenoble, et des petits-commerçants ?

Oui, on s'était rapproché de certaines sections du CIDUNATI. C'était un syndicat considéré par beaucoup comme « poujadiste ». Ses membres étaient peut-être majoritairement « à droite ». Mais il y avait aussi chez les artisans des gens de gauche, d'anciens résistants. On allait également à la rencontre des jeunes de banlieue qui se reconnaissaient dans nos discours anti-autoritaires.

Quelles sont les autres actions marquantes de 1970 ?

Nous faisons de l'alphabétisation dans des foyers d'immigrés. Un soir, à Seyssinet, un groupe a été pris à partie par la police. Il y a eu trois arrestations et quatre avis de recherches. Nous avons planqué les quatre personnes de la GP recherchées : Le Daubé²⁷, dans son rôle d'auxiliaire de la police, avait publié leurs photos. Un jour d'avril, un dimanche matin, une très grosse unité de CRS a investi le campus et a cueilli Michel de Sigoyer dans la chambre de sa compagne, au pavillon Gabriel Fauré (C'est d'ailleurs par le Daubé que le père de Pilar a pris connaissance de la liaison de sa fille). Il y en avait donc un supplémentaire en prison et trois encore recherchés. C'est à partir de cette histoire que les émeutes du campus ont éclaté.

Les émeutes du campus ?

Le 3 juin 1970, les flics sont venus investir le campus pour essayer d'appréhender les trois encore en cavale. C'était une véritable armada avec une bonne trentaine de camions de CRS. Dès que j'ai vu les flics qui commençaient à encercler le campus, j'ai sauté dans ma R8 Gordini²⁸. Jean-François Chamarier leur avait déjà glissé entre les doigts. Je suis allé chercher Pierre et Claire Blanchet, et j'ai réussi à les sortir du campus en vitesse, pour les déposer chez un membre du CIDUNATI, un ancien résistant, à Gières. Puis je suis retourné sur le campus.

27 Surnom du *Dauphiné Libéré*, quotidien local. Sur l'histoire de ce journal, lire *Grenoble : le mythe blessé*, Pierre Frappat, éditions Alain Moreau, 1979.

28 Petite voiture puissante, parmi les plus rapides de l'époque, équivalent d'une 205 GTI.

Qu'as-tu fait ?

On était pris de court. On s'est d'abord retrouvé à quatre avec Bala, Jean-Marie et Max je crois. On s'est placé au premier étage du restaurant Barnave. On a commencé à ramasser les pots de moutarde et on les a balancés sur les flics en se disant que ça pourrait détendre l'atmosphère, car c'était vraiment l'état de choc dans le RU. D'autres copains sont arrivés. Ça a créé un mouvement incroyable : les étudiants ont commencé à jeter tout le contenu du restaurant sur les flics. Puis c'est parti dans tous les sens, la peur changeait de camp. C'est incroyable l'inventivité qui s'est aussitôt dégagee. Des étudiants ont commencé à siphonner des voitures pour fabriquer des cocktails molotov artisanaux. Les filles des résidences universitaires Berlioz, en face de Barnave, ont commencé à jeter le mobilier de leur chambre, les lits, les armoires, sur les flics en dessous. Les flics se sont alors divisés en deux groupes, probablement pour donner l'assaut à Barnave : grossière erreur. Nous sommes sortis d'un coup, en masse, à l'assaut d'un des deux groupes de CRS. Les affrontements ont commencé dans ce qui était un terrain vague entre les résidences Berlioz et Ouest. Nous avons maintenant le nombre ; les flics ont fui en pagaille. Plusieurs étaient ensanglantés, les chemises déchirées, et des pistolets confisqués pour l'occasion. Les bus de CRS démarraient en catastrophe, oubliant certains de leurs occupants. Nous avons poursuivi les flics jusqu'à Gabriel Péri. Drôle de spectacle pour les automobilistes. Nous étions plusieurs milliers à ce moment-là.

Et ensuite ?

Il y eut un moment de flottement. Certains -plutôt les anars- proposaient de piller le magasin Record²⁹. D'autres proposaient de prendre d'assaut la caserne de CRS. C'était une ambiance assez dingue, l'ivresse de la victoire si on veut. Je suis alors monté sur une bagnole pour prendre la parole, en proposant de rester sur le campus et d'y dresser des barricades pour empêcher le retour des CRS.

Des barricades ?

Oui, des barricades quasi industrielles, montées au fenwick³⁰. Pour le matos, on s'est servi dans un chantier à côté du campus. Les barricades faisaient plus de cinq mètres de haut. Le campus était totalement barricadé. Chaque jour nous organisions aussi des "manifestations-commandos", des rassemblements d'environ 800 personnes sur rendez-vous secret, dans les rues de Grenoble pour expliquer ce qui se passait sur le campus, et inviter la population à la "Barricade-Boum" programmée pour le samedi soir.

Les flics ne sont pas revenus ?

Ils ont essayé plusieurs fois. Le premier soir, le mercredi, on entend le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, déclarer à la radio que tout serait rentré dans l'ordre sur le campus de Grenoble le jeudi matin. Je me trouve alors sur le toit de Berlioz avec Claude Mabile correspondant de *L'Aurore* et de RTL, et on se dit : « il est malade ce type ». C'était imprenable sans faire de nombreux morts de part et d'autre : ils auraient dû au minimum utiliser des hélicos, ce qui s'était déjà produit contre un campus au Japon, mais pas en France. La résidence Berlioz était devenue une immense usine à fabriquer des cocktails molotov et autres grenades au plâtre. On a attendu toute la nuit. Le premier ministre a dû calmer les ardeurs de Marcellin. Ils n'ont donc pas employé les grands moyens, mais chaque jour à l'aube les CRS tentaient de forcer une barricade en jetant des grenades au chlore, sans jamais réussir à passer.

29 Grand magasin, sur l'emplacement du Géant Casino actuel.

30 Petit engin industriel pour déplacer des charges.

Et la "barricade-boum" ?

Il y avait des hauts-parleurs partout, un mélange sonore d'explosions et de musique. Un coup tu dansais, un autre coup tu parlais « au front » balancer ton cock sur les CRS qui balançaient des lacrymos, tu revenais te restaurer, etc. Sur le coup, dans les temps morts, je pensais au *Viridiana* de Bunuel³¹, les sauvages font la révolution dans la fête... Pour l'intendance ce n'était pas compliqué, on avait vidé les réserves des RU. Au fur et à mesure que la nuit avançait, les flics ont été pris entre deux feux, car les jeunes des quartiers qui n'avaient pas réussi à entrer dans le campus pour la barricade-boum, les assaillaient depuis St Martin d'Hères.

Et ça s'est terminé comment ?

Dès le lendemain de la Barricade-Boum, le dimanche au petit matin, j'ai arpenté le campus en compagnie de Max. Après la fête, il n'y avait plus aucun combattant, pas de CRS non plus. Les barricades étaient toujours en place. Le lundi, les entreprises de nettoyage sont venues.

Y-a-t-il eu de la répression ?

Non, pas après les barricades. Le procès pour l'histoire du foyer d'immigrés de Seyssinet aura lieu un peu plus tard. Ceux qui étaient en taule ont été condamnés à hauteur de leur préventive, et ceux qui étaient en cavale ont eu du sursis.

Après, il y a donc eu l'été chaud de 1970, puis tu es parti dans le Nord et tu reviens à Grenoble ?

En 1971, à Grenoble, on a commencé à se séparer de la GP Paris, parce qu'ils voulaient consacrer toute l'énergie de la GP aux luttes dans les usines. Nous, on ne voulait pas devenir un groupe trotskiste de plus. Nous voulions continuer à être présent sur le campus, avec les étudiants, et rassembler un maximum d'autres forces sociales, y compris dans les usines, mais sans se faire d'illusions sur la mainmise de la CGT. Pour nous, depuis 68, le terrain de rencontre, celui de l' « unité populaire », c'était la rue. Nous nous sentions proches de la jeunesse ouvrière. Pour mieux la connaître, je me suis fait embaucher pendant deux mois aux chantiers navals de la Ciotat, comme apprenti-soudeur, et je dormais dans un foyer de jeunes travailleurs. Mais je restais en contact avec les copains car nous préparions notre sortie de la GP.

Il y avait d'autres motifs que ceux déjà évoqués ?

Oui, on trouvait la GP Paris trop absente des mouvements de libération sociétaux, ce qui a provoqué la création d'un autre groupe mao, Vive la Révolution (VLR) dont les chefs avaient été sur des positions diamétralement opposées à la sortie de 68 : des espèces de curés avec le Petit Livre Rouge pour « créer le grand parti de la classe ouvrière », etc. Mais c'est surtout sur la question bengali que nous nous sommes écharpés. Benny Lévy³² a fait trois voyages consécutifs à Grenoble devant l'assemblée générale de notre organisation devenue indépendante. Les quelques maos grenoblois qui lui étaient restés fidèles, autour du couple Blanchet, n'étaient pas conviés à ces réunions. Le désaccord principal portait sur la révolte bengali. *J'accuse*, journal lancé par la GP clandestine avec des intellos parisiens, avait pris parti pour le gouvernement pakistanais, qui réprimait la révolte dans ce qui était encore le Pakistan Oriental. Motif : « c'est la position des camarades chinois ». On avait

31 *Viridiana* est un film mexico-espagnol de Luis Buñuel, sorti en 1961, qui dénonce (entre autres) l'hypocrisie de l'Église, la bêtise et la suffisance de la bourgeoisie, la bestialité populaire.

32 Un des leaders de la GP, à Paris.

l'impression de se retrouver dans un mini PCF où l'allégeance à la Chine remplaçait celle à l'URSS. Que la Chine ait ses raisons géopolitiques, c'est une chose, mais lui emboîter le pas sur tout en est une autre. Mao avait su prendre son indépendance par rapport à Staline et avait reproché aux grands partis communistes occidentaux (France, Italie) leur alignement sur Moscou et, en fait, l'acceptation de Yalta qui on le sait se traduira par la remise des armes après la Libération.

Quel est l'évènement marquant de cette année 1971, pour toi ?

L'attaque d'un commando sud-vietnamien au restaurant Diderot, en juin 1971. Ils étaient une quarantaine, armés de sabres et d'armes à feu, pour distribuer des tracts en faveur du gouvernement fantoche du Sud-Vietnam et des États-Unis. Ça nous était insupportable. On les a attaqués et mis en déroute. Mais dans leur fuite, ils ont fait feu. Plusieurs étudiants ont été blessés, dont un par balle.

Comment avez-vous réagi ?

On a manifesté. Notre slogan, c'était : « Une page, une salle, pour la vérité ! ». Nous voulions une salle publique dans le centre-ville pour tenir un « Tribunal Populaire » et une page dans le Dauphiné Libéré pour expliquer ce qui s'était réellement passé sur le campus. Pour ce qui est de la salle, après une occupation de la Mairie, le maire socialiste Dubedout l'a accordée. Jean-Paul Sartre nous a donné son accord pour présider le « Tribunal Populaire ». Du coup, on a essayé d'élargir et ça marchait. Mendès-France a dit qu'il viendrait aussi. Puis la GP Paris s'est mêlée de l'affaire et a demandé à Sartre de ne pas aller à Grenoble. Évidemment les socialistes ont eu beau jeu de dire : « si votre Sartre ne vient pas, Mendès n'ira pas non plus ». Et puis le Préfet est revenu sur l'autorisation donnée par le Maire pour la salle du « Tribunal Populaire ». D'une certaine façon, la GP Paris aura contribué à la répression de la GP Grenoble.

Mais comment en est-on arrivé là ?

Quelques jours après l'attaque sud-vietnamienne, deux militants ont vu par hasard, devant la poste du centre-ville de Grenoble, un groupe de 5 sud-vietnamiens. Ils foncent dans leur direction : malgré leur surnombre, trois sud-vietnamiens prennent la fuite en voiture. Les deux camarades immobilisent les deux restants. Parmi eux, le chef du commando et un type qui se fera passer pour journaliste avant de reconnaître, quelques heures plus tard, travailler au consulat du Sud-Vietnam à Genève, d'où le commando était parti. Les deux militants appellent le campus pour qu'on vienne les chercher en voiture. Le groupe et ses prisonniers occupent la salle des actes de l'Université. Je suis alors au boulot à l'IREP sur le campus, et on m'appelle pour que je préside la réunion qui se déclare « commission d'enquête » en vue de tenir ultérieurement un « tribunal populaire » (c'était la grande mode). Cette « présidence » me vaudra plus tard d'être considéré comme le « procureur ». L'information avait fait le tour du campus (il n'y avait pas de portables à l'époque) et la salle était archi-pleine. Après l'« instruction populaire » (parce que publique) les kidnappés sont sortis avec leurs geôliers. Le type du consulat a été relâché et le chef du commando fait prisonnier. Il a été emmené dans une planque en montagne par ses gardiens. Les ravisseurs se font connaître par un communiqué au nom de GIJP, Groupe d'Intervention pour une Justice Populaire : à aucun moment, il n'est question de contreparties du type « le gars sera libéré si »... Les médias nationaux se saisissent de l'affaire sur le thème : « encore le campus de Grenoble, un an jour pour jour après les barricades » etc.

Et pourquoi une page dans le Daubé, parce qu'il falsifiait la réalité ?

Bien sûr. À l'époque, Le Daubé comptait parmi les pires journaux de province, nombre de ses journalistes se comportaient comme des militants anti-gauchistes, pour ne pas dire des auxiliaires de police : l'un d'eux d'ailleurs, Dreyfus, sera interdit de cours par les étudiants de Sciences Po. La nullité du Daubé explique sans doute la forte sensibilité ultérieure de militants grenoblois pour les questions de presse. Par exemple, dans un genre différent, la création de l'association « Interpeller la Presse » ou le fait qu'il y eut beaucoup de Grenoblois aux origines de l'Agence de Presse Libération³³, puis du quotidien : René-Pierre Boullu, Jean Hatzfeld, Pierre et Claire Blanchet.

Avez-vous finalement obtenu une page dans Le Daubé ?

Non.

La police est intervenue ?

Un mandat d'arrêt a été lancé contre Pierre Boisgontier, Jean Rosio et moi. Dans la journée, on restait à l'Université, on faisait des meetings. La nuit, on se planquait ailleurs. Nous nous sommes aperçus que nous étions infiltrés : un soir des flics ont tourné pas loin de notre planque. L'infiltrée a été démasquée, a reconnu les faits et a quitté la région. Les députés du coin, Paquet notamment, protestaient contre le fait que des individus recherchés par la police fassent des conférences de presse sur le campus de Grenoble et passent à la télé. Jusque-là, sur le campus, nous étions comme des poissons dans l'eau. Mais au début de l'été, l'aquarium s'est vidé. Nous sommes partis clandestinement en Italie, puis nous avons rejoint la Suisse où nous avons déjà noué des contacts avec des groupes de même sensibilité.

Vous deviez être un peu paniqués, non ?

Franchement, non.

Combien de temps es-tu resté dans la clandestinité ?

Sept mois. Après la Suisse et l'Italie, je me suis installé à Paris. Entre temps, les poursuites contre Rosio avaient été levées. Au milieu de l'été, le juge d'instruction a fait passer par l'avocat un message du type « si Shahshahani prend tout sur lui, on laisse tomber pour Pierre Boisgontier ». Dans notre planque à l'étranger, j'en ai discuté avec Pierre et les camarades de Grenoble qui étaient venus apporter la nouvelle. Nous n'étions pas dupes, j'étais le plus attaqué, avec de surcroît un patronyme pas vraiment de chez nous (*Paris-Match* m'avait baptisé « Le Palestinien »). Pierre était gêné, mais j'étais pour. Un cadre de plus en liberté, ça ne se refuse pas, et puis, il venait d'avoir un enfant avec Zabeth. Puis j'ai fait savoir par mon avocat que je ne me rendrai pas, car j'étais contre la préventive, mais que je me présenterai le jour où une date de procès serait fixée. La veille du procès, en février 1972, il y eut un meeting au Palais des Sports de Grenoble complètement ceinturé par les flics, mais j'avais une perruque blonde. Maurice Clavel m'a donné la parole : peu avant mon intervention et jusqu'à ce que je sois sorti du Palais des Sports, les copains avaient repéré puis enfermé les flics en civil qui se trouvaient à l'intérieur et fermé les issues. Le lendemain, il a fallu ruser pour que j'arrive libre avec Maître Leclerc dans le cabinet du juge d'instruction. J'ai été condamné à 18 mois ferme en première instance. Vingt ans plus tard, j'ai eu le plaisir de corriger celui qui avait prononcé cette sentence, un certain Sarraz-Bournet : il avait menti dans *Les Affiches de Grenoble* en accusant des hors-

33 L'Agence Presse Libération a été créée en 1971, par des membres de la Gauche Prolétarienne, pour constituer un agence de presse des luttes sociales. Pour plus d'infos, lire *Libération, de Sartre à Rothschild*, Pierre Rimbart, Raisons d'agir, 2005.

pisteurs d'avoir déclenché une avalanche (faisant un mort) dont je n'ai pas eu de peine à démontrer (par une enquête pour *Skieur Magazine*) qu'elle était due à une négligence du service des pistes de l'Alpe d'Huez. Le tribunal retiendra cette responsabilité.

Tu as donc été emprisonné ?

J'ai n'ai fait que deux mois et demi, étant libérable en appel : là c'était un président plutôt libéral, Fontvielle. Psychologiquement, j'étais prêt à faire trois ans, plus, je me serais évadé. Ce ne sont pas des souvenirs désagréables. On ne m'avait pas explicitement appliqué le statut de prisonnier politique. J'étais avec les « droit-co », mais j'ai rapidement eu le droit de recevoir des journaux et des livres. La consigne avait été donnée à tous les militants emprisonnés de se déclarer de religion protestante. Ceci me permit de maintenir le contact avec l'organisation grâce à un parloir privé avec le Pasteur Paul Keller, qui était avec Michel Foucaut, un des animateurs du Groupe Informations Prisons (GIP). Les maos avaient la cote dans les prisons : plein de droits communs voulaient rentrer dans l'organisation, ils nous proposaient de faire des braquages pour nous financer. On a aussi organisé une grève de la faim lancée au niveau national pour protester contre les conditions de détention.

Et quand tu es sorti, qu'as-tu fait ?

On était en 1972. Une grève des manutentionnaires éclate à Neyrpic³⁴, sans le soutien de la CGT. Mais les manutentionnaires étaient soutenus par le Secours Rouge³⁵, le PSU, la CFDT. Des paysans du Trièves apportaient à manger aux grévistes. C'était un mouvement très riche et chaleureux. Mais j'ai pu à nouveau vérifier mon credo de toujours, à savoir qu'il y avait de bonnes raisons pour que la classe ouvrière blanche, intégrée, ait le PC comme parti et la CGT comme syndicat : ça représentait ses intérêts de classe à l'échelle mondiale. Quand il s'est agi de trouver un titre au journal qui faisait le bilan de cette longue grève, il y eut un désaccord profond. Boisgontier et Glucksman, qui venait à Grenoble assez souvent (c'était quand même plus vivant que Paris à cette époque) ont proposé : « À Neyrpic, ce n'est pas encore la Pologne, et pourtant... ». Leur point de vue était majoritaire dans le comité de rédaction. Outre le côté insinuant, dans le vieux style PC, Boullu et moi étions contre le contenu. Malgré la forte mobilisation extérieure, les manutentionnaires ont perdu, faute de la solidarité des ouvriers qualifiés. Et le PC-GT n'a pas eu à faire du terrorisme. Comparer cette situation avec la Pologne, c'était donc d'une certaine façon se mentir à soi-même.

Tu as cessé de militer ?

Oui, assez rapidement. En tant que groupe "d'avant-garde" (ou soit-disant), nous n'étions plus productifs. Les initiatives qui commençaient et allaient éclore un peu plus tard telles que Lip³⁶ ou le Larzac³⁷, MLAC (Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception) MLF, FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire), l'Ecologie naissante, etc., se développaient d'elles-mêmes sans encadrement idéologique. En même temps que certaines des idées que nous avions portées essaïmaient dans la société, la contre-révolution néo-libérale s'organisait, d'abord en Amérique Latine, mais on s'en rendra compte plus tard.

34 Entreprise spécialisée dans l'hydraulique et la fabrication de turbines, basée à Grenoble.

35 Secours Rouge est une organisation créée en 1971, après la dissolution de la GP par le gouvernement, rassemblant de nombreux ex-membres de la GP.

36 Lip était une entreprise horlogère à Besançon. En 1973, un vaste mouvement social a éclaté, aboutissant un temps à l'autogestion de l'usine. Sur cette lutte, voir les film-documentaires *Les Lip, l'imagination au pouvoir*, Christian Rouaud, 2007 et *Fils de Lip*, Thomas Faverjon, 2007.

37 La lutte du Larzac, de 1973 à 1981, désigne le combat des paysans du plateau du Larzac, près de Millau, contre l'agrandissement du camp militaire. Sur cette lutte, voir le film-documentaire *La lutte du Larzac*, Philippe Cassard, 2003.

DERNIÈRE PARTIE : APRÈS LA GAUCHE PROLÉTARIENNE

Est-ce que tu revoyais tes camarades de la Gauche Prolétarienne ?

Ceux de Grenoble, bien sûr, et je suis resté ami avec pas mal d'entre eux. Beaucoup n'ont pas tourné la veste... Avec les Parisiens, il y eut une rencontre en 1974. Bény Lévy et Alain Geismar³⁸ cherchaient à passer des vacances à la montagne. Ma compagne avait un chalet dans le Vercors. On les a invités, avec le couple Blanchet. On a passé une semaine ensemble avec nos enfants. Tout s'est bien passé, alors que les affrontements avaient été très vifs trois ans auparavant.. Il a dit à cette occasion que nous, les Grenoblois, avions finalement gagné deux ans sur la dissolution de la GP. Nous sommes tombés d'accord sur le fait que la lutte armée n'était pas à l'ordre du jour. Bény Lévy n'avait pas encore fait son « retour à Moïse » (du moins ce n'était pas apparent) et en tout cas il ne tenait pas un discours sioniste.

Pourtant, Philippe Lardinois, dans son livre sur les maos, *De Pierre Victor à Benny Lévy, de Mao à Moïse*³⁹, avance l'idée que Benny Lévy aurait changé d'opinion sur la question palestinienne au moment de l'opération de Munich⁴⁰, en 1972.

Tu me fournis d'abord l'occasion d'une mise au point. J'ai été assez surpris de figurer parmi les personnes remerciées à la fin de l'ouvrage. J'ai bien eu un entretien avec l'auteur, où j'expliquais à peu près comme ici les relations que j'ai eues avec Lévy. Je n'aurais pas vu de problème, si je m'étais trouvé au milieu d'un nombre important de « remerciés ». Mais il n'y a que 14 noms en tout. Et comme l'auteur semble témoigner de la sympathie pour la trajectoire finale de son héros, le risque existe de penser que les "remerciés" partagent un peu cette sympathie, ce qui n'est évidemment pas mon cas.

Et Munich ?

L'idée selon laquelle le revirement sioniste et anti-palestinien de Benny Lévy et des neo-conservateurs bushistes du "Meilleur des Mondes"⁴¹ (Rollin, Glucksman, etc.) remonte aux Jeux Olympiques de Munich est une construction à posteriori. La GP, comme la NRP⁴², n'ont pas condamné le commando palestinien sur le coup. Et Sartre l'a approuvé. Comme nous d'ailleurs, à Grenoble. J'ai pris connaissance de l'opération en traversant l'Espagne : voyage non-stop, nous ne pouvions pas nous arrêter, ma compagne, Mifo, reprenait le boulot le lendemain. Elle me donnait des gifles pour que je ne m'endorme pas au volant. Ce ne fut plus la peine à partir du moment où la radio a fait son direct sur Munich : on a vécu ça avec enthousiasme, comme un match de foot. En revenant à Grenoble, avec quelques copains, on s'est réuni : que faire contre l'hystérie médiatique déclenchée contre les résistants palestiniens ? Pour nous, ils n'avaient fait que capturer des soldats sionistes déguisés en athlètes pour une cérémonie, les JO, dont l'état sioniste ne respectait pas la trêve.

38 Deux anciens leaders de la Gauche Prolétarienne.

39 *De Pierre Victor à Benny Lévy, de Mao à Moïse*, éditions Luc Pire, Philippe Lardinois, 2008

40 Le matin du 5 septembre 1972, pendant les Jeux Olympiques de Munich, un groupe armé de palestiniens du mouvement "Septembre Noir" s'introduit dans le village olympique et prend neuf athlètes israéliens en otage pour exiger la libération de 200 prisonniers palestiniens. Deux athlètes israéliens furent exécutés.

41 *Le Meilleur des Mondes* est une revue d'opinion trimestrielle, proche des milieux néo-conservateurs, créée en 2006 et éditée par Denoël.

42 Nouvelle Résistance Populaire, émanation clandestine de la GP.

Alors, qu'avez-vous fait ?

Quelques copains ont fait des bombages et nous avons acheté une énorme gerbe de fleurs sur laquelle nous avons écrit « Hommage aux Martyrs de Septembre Noir ». Nous avons déposé la gerbe sur le monument de la Résistance au bout du cours Berriat, et puis nous avons appelé le Daubé. J'ai demandé à parler au journaliste Jean Enkoua, très anti-gauchiste, en me faisant passer pour un vieux juif réfugié d'Europe centrale, horrifié par cette « apologie du terrorisme ». Avec un fort accent yiddish, je lui fais part de « mon » indignation : les copains autour se tenaient les côtes, j'avais un mal fou à retenir un fou rire, mais c'est passé. Et le Daubé est tombé dans le panneau, l'info a bien circulé, y compris nationalement.

Pour toi, c'est quoi le symbole de fin de la GP ?

Là, je ne serais pas très original. Négativement je dirais comme tout le monde, l'enterrement d'Overney⁴³. Et positivement, je dirais le combat des Lip, qui prouvaient que nous n'étions plus utiles sous la forme ancienne GP.

As-tu fait ensuite partie d'autres groupes militants ou structurés ?

Non. J'ai été à nouveau engagé comme chercheur à l'IREP. Et à partir de 1974, je me suis lancé dans ce qu'on a appelé le « ski extrême ». J'ai quitté mon boulot sur le campus, pour faire pisteur-secouriste, puis divers petits boulots. C'était l'époque où l'on ouvrait des couloirs dans les Alpes. Ça m'a passionné. Puis vers 35 ans, j'ai eu mes premiers ennuis de genou. Je suis retourné à l'Université faire une maîtrise en communication. Puis je suis entré à *Libération*, par l'entremise d'anciens copains de la GP Grenoble, René-Pierre Boullu et Jean Hatzfeld. J'avais une double mission : la correspondance sur les Alpes en plus d'être le spécialiste « montagne » du journal. J'y suis resté quatre ans, avant de m'engueuler avec Serge July⁴⁴, parce que ce journal devenait un véritable mégaphone de l'Élysée. Il ne fallait pas toucher à Alain Carignon⁴⁵, considéré alors comme un potentiel « ministre d'ouverture » (avec Noir, Barnier, Barzach) en cas de future cohabitation avec Mitterrand. Avant d'être convoqué par July, je l'avais été par Carignon lui-même, qui s'était plaint de mes papiers trop critiques à son encontre : ce n'est que beaucoup plus tard que la chasse au Carignon sera autorisée, et alors là les media, de droite comme de gauche s'en donneront à coeur joie. Bref, à l'époque je me suis remis à faire de la montagne et du sport assez intensivement. Pour le compte de différentes fédérations, comités locaux ou clubs européens, j'ai mis au point un règlement pour unifier les compétitions de ski-alpinisme. Ça m'a amusé 4-5 ans jusqu'à ce que je ne supporte plus le bureaucratisme des fédérations. Arrivé à 50 ans, j'ai créé une petite structure d'édition, Volopress, pour écrire, puis faire écrire des guides de ski de randonnée.

43 Militant maoïste de la Gauche prolétarienne, Pierre Overney était installé en tant qu'ouvrier à Flins et Billancourt. Il est licencié des entreprises Renault pour ces raisons et lors d'une action de la GP (distribution d'un tract intitulé On assassine à Paris, incitant les ouvriers à commémorer le massacre de Charonne de février 1962), il est tué par un agent de sécurité de Renault, le 25 février 1972, devant les grilles de l'avenue Émile-Zola, alors qu'il cherchait à entrer dans l'usine avec un groupe de camarades.

44 Directeur du journal *Libération*.

45 Maire de Grenoble, impliqué au milieu des années 90 dans une vaste affaire de corruption. Pour plus d'infos, lire *Le système Carignon*, Philippe Descamps, Raymond Avrillier, éditions La découverte, 1995.

Comment expliques-tu ton abandon du militantisme ? Est-ce que tu ressentais une amertume ?

En arrêtant, je n'ai absolument pas senti d'amertume. Et même aujourd'hui, ce n'est pas le mot qui convient. Il est plus facile d'exprimer ce que je ressens aujourd'hui que de décrire mon état d'esprit il y a 35 ans. Commençons par le plus difficile. Au moment où j'arrête - le raisonnement vaut aussi pour pas mal de copains que je vois toujours, mais il est plus honnête de dire « je » que « nous » - il y a cette observation que je viens de faire sur les mouvements sociétaux qui se développaient de façon autonome. Le pouvoir giscardien a su en partie en tenir compte pour rénover le capitalisme, notamment dans la sphère culturelle. Certains en ont profité pour justifier leur ralliement : ce sont les "repentis" qui encombrant maintenant les mass-media. Ils sont devenus des intellectuels organiques du système, avec des postes dans les domaines culturel, médiatique, politique. Comme les silencieux, par définition, ne sont pas entendus, beaucoup dans les générations suivantes considèrent que les « soixante-huitards » n'ont fait que préparer leur avenir et regardent cette période avec méfiance⁴⁶. Cela dit, tous, parmi les non-repentis, ne sont pas restés inactifs. A Grenoble, parmi les plus connus, on peut citer Raymond Avrillier sur le terrain écologique, notamment par ses enquêtes sur Malville, puis sur celui de la démocratie locale aboutissant à l'éjection d'Alain Carignon ; ou encore Michel de Sigoyer sur le plan anti-impérialiste, en montant, y compris dans le cadre de son boulot de chercheur, des actions de solidarité avec le Nicaragua sandiniste. Boisgontier, avec Sigoyer, a rassemblé une nouvelle génération de militants autour du journal Vérité Rhones-Alpes (VRA) qui avait aussi une imprimerie : cette dernière était au service des mobilisations menées dans la région de la Haute-Savoie à l'Ardeche. Dans cette génération « post » plus ou moins issue de la mouvance GP on peut citer aussi Yannick qui anime maintenant le site Pièces et Main d'Oeuvre (PMO)⁴⁷, et Didi, très impliqué depuis cette époque dans les mouvements de l'immigration. Parmi les « compagnons de route », on ne peut oublier l'inoxydable Jo Briant et son Centre Inter-Peuples⁴⁸. Au cours de ces trente années je suis resté ami avec tous, et aucun ne m'a jamais fait de remarque sur ce que considérais parfois de mon côté comme une « désertion ».

Revenons en arrière, à ces années 72-73, quand tu arrêtes de militer : n'y-a-t-il pas eu la tentation de la lutte armée ?

On pensait que l'affrontement avec l'état capitaliste irait en s'aggravant, et que cela pourrait conduire un jour à la lutte armée : mais il n'y avait pas de décision pour la déclencher artificiellement. En matière militaire, nous étions maoïstes, donc partisans de la guerre populaire prolongée, et non guévaristes, partisans du « foco », les foyers de guérilla. Nous progressions dans l'illégalisme, nous nous donnions les moyens de nous protéger des assauts d'un pouvoir qui jouait aussi la stratégie de la tension, quoique de façon beaucoup moins organisée qu'en Italie. L'idée, c'était en gros, pour rester dans un langage maoïste, que « un se divise en deux ». Autrement dit : on casse la Gauche Prolétarienne, appelée à n'être plus qu'un groupuscule avec sa survie pour unique programme, pour aller dans deux directions. Je partageais avec quelques camarades une certaine inclination pour le modèle des Tupamaros⁴⁹ : entrisme dans le PS et les syndicats, avec parallèlement progression

46 Note de l'auteur : On peut lire à ce propos les ouvrages de Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, éditions Complexe, 2002 et de Michel Clouscard, *Critique du libéralisme libertaire*, éditions Delga, 2005.

47 voir www.piecesetmaindoeuvre.com

48 Jo Briant a été interviewé par Les Renseignements Généreux, voir sur www.les-renseignements-generaux.org

49 Les Tupamaros, ou Mouvement de Libération Nationale-Tupamaros (MLN-T), étaient un mouvement politique uruguayen, d'extrême-gauche, qui prona la guérilla urbaine et fut actif

dans l'affrontement sur le plan militaire (les « modèles » européens ayant pour nom, IRA⁵⁰, ETA⁵¹, FLNC⁵², etc.). René Backman, grand reporter au *Nouvel Observateur*, s'était efforcé de rendre compte de cette politique en gestation dans l'interview qu'il avait faite de Boisgontier et moi lorsque nous étions recherchés en 1971.

Donc le passage à la lutte armée...

C'est resté une hypothèse. En tout cas, il était hors de question de faire seulement l'un (politique traditionnelle) ou seulement l'autre (lutte armée). Par rapport à la GP Paris, ou plutôt la NRP, nous étions totalement indépendants. Dans le discours d'abord : l'assimilation par la GP de notre combat avec celui de la Résistance nous paraissait abusif, au même titre que la phraséologie grandiloquente de *La Cause du Peuple*. Et techniquement, ils avaient eu des ratés qui ne nous inspiraient pas confiance, à commencer par le fait de n'avoir pas pu empêcher l'arrestation de Geismar⁵³ en 1970 (on ne saura que bien plus tard qu'ils étaient infiltrés au plus haut niveau.)

Pourtant, à la même époque, certains ont franchi le pas, notamment en Allemagne et en Italie ? Comment les percevais-tu ?

Il y a des points communs et des différences entre ces deux pays. Les deux n'étaient pas des états indépendants, comme la France a pu sembler l'être dans la phase gaulliste : l'Italie et l'Allemagne n'étaient rien d'autres que des bases militaires états-uniennes. La différence, c'est qu'en Allemagne la RAF⁵⁴ ne pouvait pas s'appuyer sur un mouvement de masse alors que les Brigades Rouges⁵⁵ avaient une réelle implantation y compris en milieu ouvrier, et nombre de partisans italiens avaient conservé les armes à la Libération. Les services secrets des deux blocs, Ouest et Est, étaient sans doute assez impliqués dans la stratégie de la tension de l'Italie des seventies⁵⁶.

durant les années 1960 et 1970.

50 Irish Republican Army, en lutte contre la domination britannique pour réaliser l'indépendance totale de l'Irlande. Sa branche politique est le Sinn Féin, parti républicain irlandais qui poursuit pacifiquement sur le plan politique les mêmes objectifs que ceux de l'IRA. Cependant, l'IRA utilise des méthodes violentes pour y parvenir.

51 Euskadi Ta Askatasuna, pour « Pays basque et liberté » en basque, est une organisation nationaliste armée basque, illégale et indépendantiste, révolutionnaire.

52 Le Front de libération nationale Corse (FLNC) est un mouvement politique se réclamant du nationalisme corse et luttant clandestinement et par la violence armée pour l'indépendance de la Corse. Son sigle est un hommage au FLN Algérien.

53 L'un des leaders de la Gauche Prolétarienne.

54 La Fraction armée rouge (en allemand Rote Armee Fraktion, également connue sous le sigle RAF), était une organisation d'extrême gauche qui opéra en Allemagne de l'Ouest pendant les années 1970 et 1980. On la connaît aussi sous le nom de bande à Baader, du nom de son chef Andreas Baader, ou encore sous le nom de groupe Baader-Meinhof du nom de l'autre fondatrice historique du groupe, Ulrike Meinhof. L'organisation se présentait elle-même comme un mouvement de lutte armée, tandis qu'elle était considérée par le gouvernement ouest-allemand comme terroriste. Pour en savoir plus, *La Fraction Armée Rouge. Guérilla urbaine en Europe occidentale*, Anne Steiner et Loïc Debray, éditions L'échappée, 2006.

55 Les Brigades rouges (Brigate Rosse, BR) sont un groupe armé d'extrême gauche italienne, actif principalement pendant les années 70.

56 On peut consulter à ce sujet *Brigades Rouges* de son fondateur, Alberto Franceschini, éditions Panama, 2004.

As-tu condamné cette forme de terrorisme ?

Je ne pensais pas que cette stratégie avait la moindre chance de réussite, en tout cas en Allemagne et plus tard en France avec Action Directe⁵⁷. Maintenant, tu peux choisir de mettre fin à tes jours à tel moment et de telle façon. Ces desperados décident en quelque sorte de ne pas finir leur vie sans porter des coups à l'ennemi. Je ne raisonne donc pas en termes de « condamnation » morale ou je ne sais quoi. C'était un désaccord politique. J'ai continué à jouer « à la vie à la mort » de façon individuelle, avec la montagne.

Avez-vous fait des bilans, entre membres de la GP Grenoble ?

Parfois on se retrouve à quelques uns, on revisite le passé, mais on ne fait pas vraiment de bilan. En 1998, on s'est retrouvé pour fêter ça, on était une quarantaine. C'était en fait la fin de la période « Fin de l'Histoire » et le tout début de celle du « Choc des Civilisations ». Il n'y avait pas encore eu la déclaration de guerre...

Quelle guerre ?

Celle qui a été déclarée à la conférence de Durban⁵⁸. Les victimes des plus grands massacres de l'Histoire moderne (commerce triangulaire des esclaves, puis colonialisme) ont tendu une perche à l'Occident, coupable de ces crimes. Il lui était demandé de prouver qu'il dénonçait réellement le colonialisme et le racisme en acceptant de classer comme tel le sionisme. Les USA et Israël ont quitté la conférence mais Lionel Jospin, alors premier ministre, a aussi pris la défense d'Israël. La conférence commencée fin août s'est terminée le 9 septembre 2001... Je serais curieux de savoir ce que des Historiens, disons dans cinquante ans, auront à dire sur la quasi-simultanéité de Durban avec l'attentat contre les Twin Towers... Tout ça pour dire que si une nouvelle réunion d'« anciens combattants » devait avoir lieu, il devra, pour moi, y avoir un tri, ce qui ne fut pas le cas en 1998 : une personne au moins était présente, Claire Blanchet, qui par la suite s'est rangée dans le camp bushiste.

Que sont devenus les militants de la Gauche Prolétarienne ?

Je ne connais pas d'étude approfondie sur le sujet, si ce n'est des essais un peu "people", comme le *Génération* d'Hamon et Rotman⁵⁹. J'ai juste l'impression qu'en général, les militants issus de familles communistes ne sont pas devenus des renégats. Il me semble aussi que de nombreux militants d'origine dite « juive » ont redécouvert cette appartenance pour la substituer à leur précédente croyance aveugle dans la « révolution ». Pourquoi pas, si ce n'est pas un marche-pied vers le sionisme. Pour ceux d'origine chrétienne – ils devaient tout de même être la majorité – je n'ai rien lu ni observé. Je serais curieux de voir des statistiques sur toutes ces « reconversions ».

Es-tu contre l'État ?

Je n'ai plus beaucoup réfléchi à la question, donc je répéterai le credo marxiste-léniniste de l'époque : dans une phase transitoire, un État reste sans doute nécessaire pour liquider le capitalisme. Encore que, à l'heure de la globalisation, à quelle échelle devrait-il être cet

57 Créé en 1979, Action Directe est un groupe communiste libertaire empruntant son nom à la théorie anarchiste de l'action directe. Ses membres ont revendiqué une cinquantaine d'actions armées sur le territoire français entre 1979 et 1987.

58 La Conférence de Durban, qui s'est tenue du 2 au 9 septembre 2001 à Durban en Afrique du Sud, est la troisième session des Conférences mondiales contre le racisme organisées par l'UNESCO, initiative lancée après la Seconde Guerre mondiale.

59 éditions Seuil, 1987.

État : la nation, le continent, autre chose ? Sinon, j'aime toujours l'idée de Marx pour qui le communisme c'est quand l'administration des choses succédera au gouvernement des hommes. Pour l'heure, le système représentatif est une caricature de démocratie. On voit bien comment appliquer la démocratie directe sur de petites étendues ou quantités de population (village, immeuble, quartier) mais comment exercer le contrôle au-delà ? La question se pose notamment sur le plan militaire. Je suis pour le rétablissement de la conscription, mais à l'échelle du département : en général, dans un département, en une journée de vélo tu peux aller de la périphérie au centre, voire en revenir, c'est l'équivalent du cheval : un pays dans lequel le peuple n'a pas accès aux armes n'est pas démocratique. Des classes périodiques répondraient à au moins une des tâches de la Défense. Ce service militaire renouvelé serait à l'inverse de ce qui se pratiquait au Moyen-Âge : les riches paieraient pour l'équipement et la formation des pauvres et les grandes entreprises pour les petites qui ne pourraient subventionner ces vacances militaires.

Et maintenant, quels sont tes espoirs politiques ? Si tu avais 20 ans aujourd'hui, tu militerais ?

Le premier problème, c'est que je n'ai pas vingt ans ! Le second, c'est que quand j'étais jeune, nous vivions une période de flux révolutionnaire. Nous avions l'espoir d'un changement à l'horizon de notre vivant. On sait maintenant que c'est l'inverse qui s'est produit depuis plus de trente-cinq ans : une régression sociale et idéologique qui étaient impensables à la fin des années 60. En fait, cette contre-révolution s'organise assez tôt. Dès le début des années soixante-dix en Amérique Latine (Chili, Argentine, Brésil), la terreur est au service de la stratégie neo-libérale développée par Milton Friedman et son école de Chicago : Naomi Klein en fait une démonstration assez convaincante dans *La Stratégie du Choc*⁶⁰. Nous ne sommes sans doute pas encore sortis de cette période contre-révolutionnaire longue, même s'il y a de remarquables signes de résistance, notamment en Amérique Latine. Depuis l'administration Bush et la guerre d'Irak, les opinions publiques sont massivement anti-impérialistes, mais encore impuissantes à se faire entendre. Deux cochons ont été loupés en deux ans.

De quelles cochons parles-tu ?

Sur le plan diplomatique, Chirac et Schroeder⁶¹ n'ont pas été capables de profiter de l'arrivée au pouvoir de Zapatero⁶² pour créer une Alliance Européenne et dénoncer l'Alliance Atlantique. Cette triplice aurait pu compter très rapidement sur la Belgique et la Suède avec un effet domino sur bien d'autres pays. C'est tout de même plus palpitant pour un Européen que d'attendre qu'un autre monstre - sur lequel on ne peut agir - rétablisse un semblant d'équilibre, comme celui de la Guerre Froide. Un an plus tard, une autre occasion historique est gâchée après la victoire du NON au Traité Européen. Dans les deux cas, il y avait la possibilité de réunir un Front large à gauche comme à droite. Ce qui ne signifie évidemment pas l'abandon de la lutte au sein de ce front, sur des questions sociales, environnementales culturelles ou autres : c'est le principe du Front Uni. Et le but, quand tu te lances dans un Front Uni, c'est de pouvoir le diriger. Ce qui était possible puisque le « NON de gauche » était dominant. L'ennemi reste l'Occident dont G.W.Bush a au moins eu le mérite d'exprimer les valeurs et la stratégie : ne pas renoncer à notre mode de vie quel qu'en soit le prix pour la planète et la majorité de ses habitants et pour cela lancer une guerre sans fin. Samuel Huntington pour le moment a vu juste : dans son *Choc des*

60 éditions Leméac-Actes Sud, 2008.

61 Chancelier fédéral allemand de 1998 à 2005.

62 Président du gouvernement espagnol.

*Civilisations*⁶³ écrit en 1995, il pronostiquait l’alignement de l’Europe sur les Etats-Unis. Avec la petite opposition franco-allemande (et celle, massive de toutes les opinions publiques en Europe) à la seconde guerre du Golfe, Dominique Reynié⁶⁴ semblait plaider l’inverse. Mais les choses sont assez vite rentrées dans l’ordre Huntingtonien, déjà sous Bush. Et on voit l’embellie maintenant avec un Obama, infiniment plus présentable.

Et le coche intérieur ?

C’est la même chose : rien de plus ridicule aujourd’hui que l’anti-anti-fascisme tel que les ”lepenathons” de 2002. Ce fascisme-là est mort ou à tout le moins folklorique : Le Pen n’est plus qu’un « détail ». Le vrai « fascisme », si on tient absolument à utiliser ce terme, c’est l’occidentalisme. D’ailleurs, quand j’étais jeune, le mouvement « faf⁶⁵ » contre lequel nous faisons le coup de poing pour reconquérir le Quartier Latin s’appelait « Occident⁶⁶ ». Aujourd’hui, « Occident » est au pouvoir, et il est autant à gauche qu’à droite, libertaire sur le front intérieur, militariste à l’extérieur. Les renégats ont conservé du « 68-isme » ce qui arrangeait leur confort, et a en fait régénéré le capitalisme, en rejetant ce qui était à la base de notre émancipation, la solidarité anti-impérialiste.

Des exemples ?

Pas besoin de chercher bien loin. Prenons deux des trois principaux hérauts du mai 68 étudiant (Le 3°, Jacques Sauvageot, n’a pas tourné la veste). Alain Geismar est associé à la Mairie de Paris à l’ultra-sioniste Bertrand Delanoë : ils placent au fronton de l’Hôtel de Ville le portrait du soldat sioniste Gilad Schalit, mais ne se sont pas mobilisés pour le jeune franco-palestinien Salah Hammouri qui, lui, n’est pas soldat mais un véritable otage emprisonné en Israël.

Le second exemple, c’est certainement Cohn-Bendit...

Evidemment. Il est systématiquement du côté du manche. On l’a vu vociférer sur le Tibet lors des JO de Pékin, mais il a été plus que discret lors de la boucherie de Gaza. En août 2008 encore, Paris-Match fait un reportage sur l’Afghanistan, avec interview des résistants qui ont liquidé un groupe de soldats français au service de l’OTAN. Pour une fois que des journalistes non embarqués font leur boulot dans l’une de ces guerres coloniales, Cohn-Bendit vitupère contre « l’abject voyeurisme de *Paris-Match* ». Il est plus facile, pour ne pas dire carrément lâche, de s’en prendre à un autre monstre que celui qui vous rétribue. Bien entendu, Cohn-Bendit a été un acteur hystérique dans la campagne de l’Etablissement pour le OUI au referendum sur le Traité Européen et a ensuite déploré - comme son compère l’ex-mao Serge July ou le socialiste grenoblois Michel Destot - qu’on ait eu recours au suffrage universel. Cohn-Bendit ne manque pas une occasion de rappeler son amitié avec Kouchner. Ce personnage nuit grandement à la crédibilité du parti des Verts. Dommage, car localement, à Grenoble et en Isère, les Verts et l’Ades⁶⁷ ont souvent des positions intéressantes.

63 éditions Odile Jacob, 1997.

64 *La Fracture Occidentale*, éditions La Table Ronde, 2004.

65 Abréviation de fasciste.

66 Occident, fondé en 1964, était un mouvement politique français classé à l’extrême droite. Dissous le 31 octobre 1968, il fut remplacé par le Groupe union défense.

67 Parti politique écologiste grenoblois.

Tu sembles peu optimiste. N’y-a-t-il aucun combat qu’on puisse mener ?

Je ne voudrais pas laisser cette impression. Des tas de combats sont menés, par exemple pour le droit au logement, contre les expulsions, contre la chasse aux enfants étrangers dans les écoles, contre le contrôle policier de plus en plus envahissant ; depuis le « Patriot Act », l’ état de droit bat de l’aile aussi en Europe⁶⁸. Les mobilisations ne manquent pas : il suffit de se reporter à Indymedia Grenoble. Il n’y a malheureusement pas de convergence politique entre tous ces mouvements. Le Nouveau Parti Anticapitaliste, malgré tout le talent d’Olivier Besancenot, se comporte pour l’essentiel comme une machine électorale. Tant qu’à faire, on pourrait au minimum rêver que les morceaux cassés après la victoire du NON soient recollés dans une sorte de PSU, voire un Die Linke⁶⁹, bref un parti social-démocrate de gauche ne participant pas au gouvernement mais capable de peser sur la société. C’est en fait le rôle qu’avait joué le Parti Communiste jusqu’à son effondrement.

Que pourrait faire un nouveau PSU aujourd’hui ?

Un tel parti d’opposition, résolument anti-impérialiste, pourrait par exemple empêcher l’envoi de troupes en Afghanistan, l’installation d’une base militaire française à Abou Dhabi. Ou encore faire de la propagande en direction de l’armée, où se trouvent nombre de gradés révoltés par le rôle de serpillière des US et d’Israël qu’on leur fait jouer. Il existe encore d’anciens gaullistes ; tous les gens de droite ne sont pas des collabos dans l’âme.

Tu sembles faire de la lutte contre le sionisme une priorité absolue...

Il y a bien d’autres crimes commis sur la planète que l’anéantissement progressif des Palestiniens, mais ce dernier est commis en notre nom. Il pose la question de la guerre et de la paix à l’échelle de la planète. En écho au « nous sommes le poste avancé de l’Occident, nous nous battons pour vous » des dirigeants Israéliens, on entend ici que s’opposer aux Etats-Unis est « antisémite » (Finkelkraut) ; que « sans le libre marché nous sommes tous des fascistes » (BH Lévy) ou un Jean-Claude Milner (ex GP) traitant le sociologue Pierre Bourdieu d’antisémite ! La question de savoir si Israël est indispensable à l’impérialisme US fait débat aussi bien chez les radicaux que chez les libéraux américains. L’important pour l’Occident c’est le contrôle du pétrole. Et pour cela, les bases militaires et des gouvernements fantoches arabes peuvent être suffisants. L’ennemi à combattre c’est le sionisme en tant qu’idéologie unifiante de l’occidentalisme et du capitalisme, sur le plan intérieur comme extérieur. Il est vrai que pour faire vivre le sionisme, il faut bien qu’Israël perdure... La haine de l’opinion publique occidentale à l’endroit d’Israël est très forte : en l’entretenant et en l’amplifiant, par le boycott et le désinvestissement, on frappe aussi l’ennemi intérieur, celui qui contrôle les media, qui bafoue les résultats d’un referendum, qui appauvrit les pauvres et enrichit les riches. Le boycott qui a fini par avoir raison de l’Etat d’apartheid d’Afrique du sud est aussi parti d’en bas. Ce combat est possible même à l’échelle locale.

Comment ?

La manifestation anti-sioniste du 13 janvier 2009 a rassemblé plus de 6000 personnes à Grenoble. Si ma mémoire ne me trompe pas, c’est comparable aux défilés contre la guerre de G.W. Bush en Irak. Le shoa-business ne fonctionne plus, le chantage à l’antisémitisme

68 Note de l’auteur : cf. *La fin de l’Etat de Droit*, Jean-Claude Paye, éditions La Dispute, 2004.

69 Die Linke (la gauche) est un parti politique allemand, né de la fusion, en juin 2007, du PDS et de l’Alternative électorale travail et justice sociale. Le parti revendique 73 000 membres. Il est représenté au Bundestag, où son groupe détient 54 sièges sur 614. Les derniers sondages lui donnent environ 10 à 14 % d’intentions de vote. Die Linke se revendique du socialisme démocratique, dénonce le système capitaliste et souhaite l’instauration d’un salaire minimum.

non plus. Il faut cesser de culpabiliser lorsque les sionistes sortent ces arguments. Ne pas être défensif, mais offensif. Par exemple exiger que toute commémoration de la Shoah soit associée à une dénonciation de la Nakba. Le boycott est plus avancé dans les pays anglo-saxons, notamment en Grande Bretagne dans les universités, les syndicats, des associations d'avocats etc. Mais ça commence sur le continent. En Allemagne, de plus en plus d'intellectuels tiennent le raisonnement suivant : nous refusons d'être coupables du régime d'apartheid qui sévit en Palestine sous le prétexte que l'Allemagne de nos parents a exterminé les Juifs ; l'Allemagne, disent-ils, a aussi une dette envers la Palestine. En Grèce, un envoi d'armes à destination d'Israël a été empêché. A Genève un meeting en faveur de l'armée sioniste au cours duquel devait se produire la saltimbanque Roumanoff a été annulé. Même chose en France avec le bouffon Arthur qui ne peut plus se produire que sous la protection de la police.

Et à Grenoble ?

Comme partout, on peut cibler ceux qui font l'apologie des crimes contre l'humanité commis par Israël. Les universitaires devraient reprendre le boycott intégral, comme il est demandé par les refuzniks israéliens. La ville de Grenoble est toujours jumelée avec une ville sioniste, Rehovot. Peu avant l'attaque contre Gaza, la ville de Grenoble avait affiché un portrait du soldat sioniste Gilad Schalit. Il y a deux ans, l'ex grand rabbin de France, Sitruk, est venu à Grenoble pour rabibocher deux synagogues. Rien que de très normal. Sauf qu'au cours de sa visite, le religieux n'a pu s'empêcher d'exprimer sa solidarité avec l'état sioniste et évidemment lancer une violente diatribe contre l'Iran, complaisamment reproduite par le Daubé. De la sorte, on peut se demander qu'est-ce qu'une synagogue en France aujourd'hui ? Un lieu de culte ou un centre de propagande au service d'une entreprise coloniale ? Compte tenu de l'amalgame fait systématiquement, il importe que tous ceux qui se considèrent (ou qui peuvent être désignés) comme « juifs » (je fais partie de la seconde catégorie) fassent savoir publiquement qu'ils n'ont rien à voir avec Israël et le sionisme. Une synagogue peut très bien faire flotter un drapeau palestinien, tout comme le chef d'orchestre David Barenboim a pris la nationalité palestinienne.

Quel type d'actions préconises-tu ?

Etant inactif, je suis mal placé pour « préconiser ». Cela dit, concernant les méthodes de combat, il y a une marge entre pétitionner et se faire sauter avec une ceinture d'explosifs. On peut par exemple s'inspirer de certaines actions de Greenpeace ou des faucheurs d'OGM. Désigner des cibles - et le sionisme est loin d'être l'apanage des seuls « juifs » - est important : cela peut éviter ces manifestations de colère contre-productives que l'on voit à la fin de certaines manifs, telles que des bris de vitrines. Le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) progresse comme du temps de l'opposition à l'état d'apartheid en Afrique du Sud. Lors des manifestations contre les tueries de Gaza, la mobilisation a été très forte dans les quartiers et parmi les jeunes issus de l'immigration. On peut sensibiliser les politiciens de tous bords. Le soutien au sionisme permet seulement d'être bien traité par les mass-media, aux mains des agents d'Israël. Mais électoralement, ce n'est pas nécessairement payant à long terme. On dit qu'il y a 600 000 « juifs » en France mais il ne doit pas y en avoir la moitié qui se considèrent comme représentés par le CRIJF. En face, il y a près de 5 millions de personnes dites d'origine « arabe » ou « musulmane », très sensibles aux souffrances subies par les Palestiniens, et dont la politisation a fait de grands pas depuis la révolte des banlieues en 2005. La classe politique exprime sa peur de cette conjonction quand elle se lamente sur l'« importation du conflit du Proche Orient en France ».

Ta fille est-elle militante ?

Je ne vais pas répondre à sa place. Je sais juste qu'elle ne fait partie d'aucune organisation politique, mais elle n'hésite pas à s'engager ponctuellement pour des causes qu'elle croit justes. A ce sujet, j'ai été frappé dans le livre de Virginie Linhart⁷⁰ par le discours souvent conservateur des enfants d'ex « 68-tards » parisiens qu'elle a interrogés. Rien de tel chez les enfants des anciens militants grenoblois que je connais (et souvent ils se connaissent entre eux). Ils n'ont pas les mêmes référents que leurs parents mais sont sensibles aux mêmes injustices.

Le socialisme scientifique, la baisse tendancielle du taux de profit, la révolution inéluctable, la classe ouvrière comme classe révolutionnaire, tu y crois encore ?

Je ne suis pas économiste. Je n'ai plus de certitudes sur grand chose, si ce n'est que le capitalisme a retrouvé la monstruosité de ses origines et l'a étendue à la planète : paupérisation relative et même parfois absolue. Je me demande si on n'est pas dans une période de l'Histoire où il n'y a pas de place pour ce que nous appelions « les forces subjectives de la révolution ». Le « communisme réel » a échoué en moins d'un siècle. On se demandera peut-être dans quelques années s'il n'était pas juste une « critique interne » du capitalisme dont il a épousé le productivisme. Et pourtant, je ne suis pas loin de partager l'avis d'Alain Badiou quand il se demande « comment peut-on ne pas être communiste ? ». La question que tu poses sur la classe ouvrière (la formule c'était, je crois : « la dernière classe opprimée qui, en s'émancipant, émancipe l'humanité entière ») doit sans doute être revisitée. La précarisation, la prolétarianisation et l'uniformisation entraînées par la globalisation nous ramèneront-elles au pronostic de Marx au 19^e siècle (la révolution prolétarienne ne peut être que mondiale) alors qu'au 20^e siècle, Lénine puis Mao pensaient à un soulèvement des peuples colonisés, pas encore « prolétariés » ?

Quels sont les livres marquants que tu conseilles ?

Je n'ai pas autorité pour « conseiller » quoi que ce soit. Je citerai plus particulièrement : *Coloniser, Exterminer*, d'Olivier Le Cour Grandmaison (ed. Fayard, 2005) et *Une Histoire Populaire des États-Unis*, d'Howard Zinn (ed. Agone, 2002). J'ajouterai aussi *Ils Etaient Sept Hommes en Guerre* de Marc Ferro (ed. Laffont, 2007) et *Comment les riches détruisent la planète*, d'Hervé Kempf (ed. ; Seuil, 2006). Parmi les ouvrages déjà cités dans cet entretien *La Stratégie du choc*, de Naomi Klein (ed. Lemeac-Actes Sud, 2008) et pour le « camp d'en face », *Le choc des civilisations*, de Samuel Huntington (ed. Odile Jacob, 1997) parce qu'il écrit en 1995, il renversait la tendance « Fin de l'Histoire » de Fukuyama : c'était tout de même une sorte de « progrès », intellectuel s'entend.

70 *Le Jour Où Mon Père S'est Tu*, éditions Seuil, 2008.

Que s'est-il passé à Grenoble dans les années 60-70 ? Quels étaient les groupes militants, l'ambiance politique, les actions subversives menées ? Quelles conclusions en tirer sur le militantisme actuel, à Grenoble ou ailleurs ?

Les Renseignements Généreux vous proposent l'interview, d'un ancien militant de la Gauche Prolétarienne grenobloise, Volodia Shahshahani.

**Retrouvez cette brochure et bien d'autres sur
www.les-renseignements-generaux.org**